lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

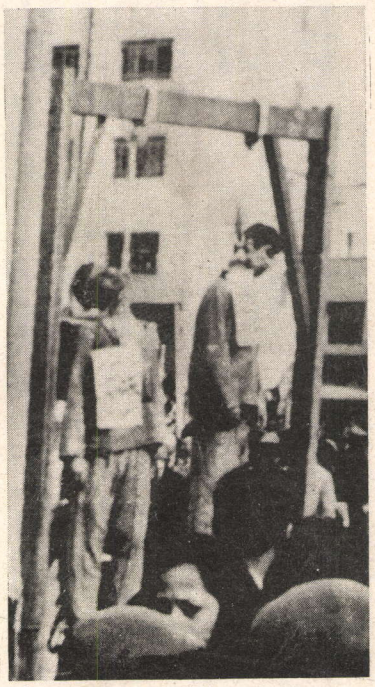
HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
5 FÉVRIER 1969

N° 29
1 F

LE VOYAGE DE DE GAULLE EN BRETAGNE

Il est venu par la rue... il ne reste que par les urnes

de Gaulle à son arrivée à Brest le 1er février... Il devrait se contenter du référendum !
(Photo U.P.I.)



● Les assassinés de Bagdad p. 3
(U.P.I.)

● Les manifestations étudiantes p. 5

ESPAGNE :

L'état d'exception ne sauvera pas le régime

(Voir page 2)

Le 31 Janvier à la Mutualité

construire le parti révolutionnaire

p. I, II, III, IV

ESPAGNE : l'état d'exception ne sauvera pas le régime

EN huit jours d'état d'exception en Espagne, des centaines d'arrestations ont été opérées. Etudiants, militants des commissions ouvrières, mais aussi membres du clergé, avocats, professeurs et personnalités politiques chrétiennes démocrates proches du pouvoir il n'y a pas encore longtemps — comme les amis du Dr Ruiz Gimenez qui fut ministre de Franco — sont aujourd'hui emprisonnés ou assignés à résidence. La censure rétablie remplace l'autocensure pratiquée au nom de la loi sur la presse. Cela n'a pas empêché, la première semaine de la promulgation de cet état d'exception, des manifestations de se produire. Etudiants, jeunes ouvriers, à Saragosse, à Valence, à Tarassa, sont encore descendus dans la rue. A Bilbao, 6.000 ouvriers ont fait grève pour protester contre le licenciement d'un de leurs camarades qui s'était élevé contre l'état d'exception. C'est que ces milieux connaissent la répression depuis des années et qu'ils n'ont jamais vu la couleur d'une quelconque « libéralisation ». Franco n'avait pas attendu pour envoyer ses flics contre les étudiants ou emprisonner les membres des commissions ouvrières. Et si les femmes des détenus occupaient les églises, ce n'était pas parce que le régime prétendument « libéralisé » leur offrait des possibilités supplémentaires. La torture contre laquelle s'élèvent les avocats de Madrid, aujourd'hui menacés, est celle pratiquée en permanence depuis l'avènement du régime franquiste. Et la police n'avait pas eu besoin de supprimer le « Fuero » des Espagnols pour assassiner le jeune Enrique Ruano, « tombé » de la fenêtre d'un septième étage lors de la visite de celle-ci.

Ce qui est plus nouveau c'est que des milieux politiques bourgeois libéraux, démocrates-chrétiens sont aujourd'hui touchés.

Si les militaires avec ou sans l'assentiment de Franco lui-même, peu importe, ont élargi la répression à ces milieux en même temps qu'ils frappent plus durement ceux qu'ils n'ont jamais épargnés, c'est à cause de la confluence de mécontentements d'orignes diverses avec le problème de la succession du régime.

Le mécontentement estudiantin (qui n'est pas nouveau) prend de plus en plus le caractère d'un mouvement qui ne se limite pas à la transformation de l'université, mais qui vise au renversement du régime. Parallèlement, ces dernières années, les commissions ouvrières n'ont cessé de se développer et, si le mouvement ouvrier dans son ensemble n'a pas affronté violemment le pouvoir, il manifeste quand même son existence. Dans les Asturies, il y a un état de grève quasi permanent depuis deux ans (une grève démarrée début décembre 1968 n'est pas encore terminée). Le pays basque aussi est en rébellion depuis Pâques dernier, et l'état d'exception, en vigueur depuis août 1968 dans cette région, n'a rien réglé pour autant. Ajoutons à tout cela toutes les couches bourgeoises qui souhaitent une démocratisation depuis longtemps, et nous nous trouvons devant un climat dans lequel la succession de Franco risque d'être houleuse, étant donné les illusions démocratiques qu'elle suscite. Car même une relève par la monarchie, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, peut laisser l'espoir d'une libéralisation à certaines couches de la population. Le fait qu'une solution politique de remplacement au régime franquiste puisse ainsi apparaître, même si elle est en réalité impossible à réaliser, peut polariser toutes les sources de mécontentement et susciter, sinon une alliance, du moins la synchronisation des différentes oppositions au régime.

En effet un « mai français » est possible en Espagne, et la lutte des étudiants pourrait aussi en être le détonateur.

Quand Mme Emmanuel Mounier, arrêtée chez l'écrivain catholique Alfonso Comin, interrogée par la police, est considérée par celle-ci comme « agent de liaison entre Cohn-Bendit et les communistes », cela paraît ridicule, mais ça traduit bien l'état d'esprit qui est celui de tout l'appareil répressif en Espagne. Et, avant d'être obligé de faire face à un mouvement qui ne pourrait qu'être plus violent que le « mai français », étant donné la dictature infligée depuis des années au peuple espagnol, l'appareil de répression préfère sortir toutes ses batteries. Il les tenait de toute manière déjà en réserve. Et en fait de succession, avec ou sans Franco, c'est avant tout la sienne que l'armée veut assurer. L'armée a décidé de mettre la population au pas, mais cela rendra la situation encore plus difficile.

Car, si les autorités ont choisi, avec l'état d'exception, de ressortir toutes les possibilités de l'arsenal de la répression, cela n'augmente pas sa force et ne diminue pas celle de la classe ouvrière. De toute manière, elle aurait eu à les affronter à un moment ou l'autre. Et, malgré la volonté des militaires, les événements actuels ne préjugent aucunement du sort à venir de l'Espagne.

Mexico : La place des Trois Cultures

l'exposition «Que Viva Mexico» de la rue Mouffetard

Une exposition de photos sur le Mexique se tient à « la Maison pour tous », 55, rue Mouffetard, Paris (5e). Ouverte tous les jours de 18 à 22 heures, sauf le dimanche, jusqu'au 17 février.

Dans cette exposition, quelques très belles photos sur les conditions de vie du peuple mexicain. D'autres se réfèrent aux Jeux Olympiques, on y voit les poings du Black Power de Smith et de Carlos. Et certaines très bien prises sur les manifestations de Mexico (réalisées par un groupe d'étudiants mexicains).

Evénements qui ont rendu tristement célèbre le sanguinaire gouvernement de Diaz.

Nous conseillons à ceux qui nous lisent de s'y rendre, car elle ne manque pas d'attraits.

La bourgeoisie italienne a peur

LE 5 février dans le secteur public, le 12 février dans le secteur privé, l'Italie doit connaître la grève générale. On se demande pourquoi les dirigeants des organisations syndicales séparent ainsi la lutte de tous les travailleurs. Ou plutôt on comprend trop bien.

En Italie comme en France, ceux qui sont à la tête des organisations ouvrières se soucient fort peu de débarrasser le monde du travail de l'exploitation capitaliste. Toute leur activité consiste à canaliser le mécontentement, à limiter l'action à des objectifs supportables par le régime d'exploitation. Engager les travailleurs tous ensemble dans un même combat risquerait de poser très vite la question du régime et les placerait eux, les dirigeants, devant des responsabilités qu'ils n'entendent nullement assumer.

La situation de l'Italie n'est pas la même que la situation de la France. En France, la bourgeoisie a réussi à instaurer un système politique, bonapartiste : le gaullisme. L'Italie possède encore un régime parlementaire un peu moins ligoté que celui de la France.

Il est vrai qu'elle n'a pas eu à supporter une guerre coloniale lui permettant de justifier l'arrivée d'un homme providentiel. Mais si l'Italie a un régime politique assez différent de celui de la France, les problèmes qui se posent à la classe ouvrière sont sensiblement les mêmes. La lutte y est peut-être aussi plus permanente et moins sujette à des explosions brutales, mais ce qui manque à la classe ouvrière italienne, comme à la classe ouvrière française, c'est une organisation, c'est un parti qui puisse guider ses luttes dans la voie du socialisme.

La combativité des travailleurs n'est pas, là non plus, en défaut mais ce qui manque, c'est une organisation.

Les organisations traditionnelles social-démocrates, P.C. Italien et syndicats, peuvent tout juste mener une opposition au gouvernement pour contenir la lutte des masses. Mais pour s'engager dans la voie révolutionnaire de la lutte pour le socialisme, les travailleurs français auront à construire leur parti. Et il est encourageant de constater qu'à l'heure actuelle ce sont des groupes minoritaires se réclamant du pouvoir ouvrier qui animent de plus en plus l'agitation sociale.

A Rome : Manifestation étudiante (U.P.I)

Les assassinés de Bagdad

LA pendaison de quinze condamnés, dont neuf Juifs, la semaine dernière en Irak a provoqué une émotion considérable dans le monde entier. Cette émotion a sans doute été amplifiée par la place accordée dans la presse internationale à ces exécutions. Et toute la presse de droite qui s'indigne moins facilement lorsque meurent les Vietnamiens ou les Palestiniens, a d'ailleurs profité de l'occasion pour relancer une campagne sur la « barbarie » des Arabes en amalgamant d'ailleurs souvent les leaders irakiens avec les combattants palestiniens.

Si on ne peut que dénoncer cette campagne anti-arabe de la droite, on est en droit par contre de comprendre le dégoût et l'indignation ressentis par une grande partie de la population face à ces pendaisons.

L'exposition publique des gibets, la campagne hystérique menée par Radio-Bagdad pour considérer ce jour comme une « fête nationale », la mobilisation populaire déclenchée à cette occasion par les baasistes irakiens sur les thèmes les plus réactionnaires avaient de quoi écœurer plus d'un travailleur. Car ce que viennent d'offrir au monde entier les dirigeants irakiens, c'est un spectacle digne du moyen âge, c'est-à-dire digne d'un autre âge. Mais, en agissant ainsi, ils viennent de porter un véritable coup de couteau dans le dos à la lutte du peuple palestinien. Car cette exécution répugnante ne pourra qu'éloigner de la cause palestinienne toute une partie de l'opinion publique sensibilisée peu à peu à ce problème et qui commençait à comprendre que la lutte des Palestiniens était parfaitement justifiée. En fait, le chef de l'Etat irakien, Ahmed Hassan El Bakr, et sa clique sanguinaire viennent de rendre un signalé service à la cause sioniste. Il faut rappeler que depuis la prise du pouvoir par les baasistes irakiens, la condition des minorités nationales juive et kurde s'était aggravée. Par une loi du 3 mars 1968, les dirigeants irakiens mettaient sous séquestre tous les biens des Juifs d'Irak démontrant par-là que pour El Bakr tout Juif était en puissance un allié d'Israël et du sionisme. De là aux exécutions, il n'y avait qu'un pas que les baasistes irakiens viennent de franchir.

Et le fait que ces exécutions aient été présentées comme « une action révolutionnaire contre le sionisme et l'impérialisme » ne change strictement rien à l'affaire. En fait quelles que soient les justifications fournies par les leaders irakiens, leur action n'a strictement rien à voir avec la lutte anti-impérialiste.

Les exécutés de Bagdad. Un crime dont on se vante (U.P.I)

Pour les observateurs, ces exécutions apparaissent comme un prélude à d'autres procès contre d'anciens dirigeants du régime, tel Abdel Hadi Bachari, l'ancien Premier ministre, et Abdel Aziz Al Okeili, l'ancien ministre de la Défense.

De quoi seront-ils accusés ? De complots contre El Bakr, complots fomentés bien sûr par la C.I.A. et Israël.

Et dans ce procès, soyons sûr que de soi-disants « aveux » qu'auraient faits les suppliciés juifs avant de mourir seront utilisés contre les accusés.

Car dans les procès (comme dans tous les autres domaines d'ailleurs) les autorités irakiennes ne s'embarrassent pas de formes démocratiques. Les accusés n'ont pu bénéficier d'aucune assistance de la part d'un avocat et les seules fois où ils avaient pu prendre la parole, c'était pour proclamer leur innocence.

D'autre part, un des condamnés à mort qui n'a pas été exécuté, l'avocat Abdel Hadi Bachari, principal accusateur au cours du procès des Juifs irakiens, servira de nouveau de témoin à charge dans les autres procès. Cet individu, lors d'un passage à la télévision irakienne, avait déclaré avoir voulu renverser le régime pour le compte d'Israël, de l'impérialisme américain, du Liban et de Kroweit. Le gouvernement irakien avait été alors obligé de présenter ses excuses au Liban et au Koweit. Par la suite, ces deux pays disparurent des déclarations de Bachari.

Car pour Bakr et ses amis, il s'agissait aussi de trouver des boucs émissaires dans la population pour expliquer les échecs du régime depuis sa création. Ainsi, on peut refaire tranquillement l'histoire : « L'armée irakienne a été vaincue en juin 1967 parce que les Juifs irakiens trahissaient » ; « La preuve que notre régime est révolutionnaire est que les anciens dirigeants sont obligés de s'entendre avec la C.I.A. et avec les Juifs (amis d'Israël bien sûr) pour le renverser ».

C'est pourquoi ces assassinats n'ont rien à voir avec la lutte anti-impérialiste. Bien mieux, ils portent un coup sensible à cette lutte en accréditant l'idée que l'Etat d'Israël ne fait que défendre les minorités juives opprimées par les pays arabes.

C'est en cela que la lutte contre l'impérialisme au Moyen-Orient passe aussi par la liquidation des régimes à la El Bakr.

Les pourparlers de Paris :

Des fleurs ou des couronnes ?

C'était à l'heure d'Honolulu, il y a 2 ans. Aujourd'hui Thieu et Ky devront disparaître pour que s'engagent les véritables discussions sur les conditions de Paix. (U.P.I)

Les américains font trainer les choses

« C'ELA ne sert à rien de répéter la liste des accusations ou de réciter une fois de plus la chronologie qui nous a mené ici. Nous avons une responsabilité envers l'avenir, non envers le passé, **disait, lors de la première séance plénière des pourparlers de Paris, le représentant américain, Cabot Lodge. « Il s'est fait beaucoup de propagande », déclarait, à l'issue de la seconde séance, le porte-parole américain.**

Ainsi, si l'issue de la guerre du Vietnam n'est pas proche, la faute n'en reviendrait pas aux Américains, réalistes et soudainement pressés, mais aux Vietnamiens eux-mêmes. La presse renchérit sur ce thème ; mettant à plaisir en parallèle, la brièveté et la précision des interventions américaines avec les longues déclarations des représentants vietnamiens, ceux du Nord et du F.N.L. comme ceux de Saigon.

L'attitude américaine pourrait se résumer ainsi : **« Attachons-nous à régler concrètement et un à un les problèmes d'ordre militaire, comme celui du rétablissement de la neutralité de la zone militarisée, ou l'organisation de l'échange des prisonniers. Ne perdons pas de temps à discuter politique. »** Comme si le préalable à toute solution militaire n'était pas le règlement d'un certain nombre de problèmes politiques fondamentaux, de problèmes dont la clé se trouve justement entre les mains des Américains.

En premier lieu, l'issue de l'affaire vietnamienne passe inéluctablement, par l'éviction de l'équipe fantoche de Saigon. Or, le tandem Thieu et Ky, mis en place par les Américains pour couvrir et justifier leur intervention, ne peut se maintenir au pouvoir aujourd'hui, que par la grâce des mêmes Américains. Personne ne se fait d'illusions sur le sort des généraux de Saigon, si par aventure le gouvernement U.S. les laissait tomber, comme il avait, en 1963, décidé d'abandonner le président Diem à son triste sort.

C'est donc l'attitude américaine, qui, quoi qu'on en dise, règle et rythme les négociations.

Non pas l'attitude publicitaire et démagogique manifestée lors des pourparlers qui se tiennent à Paris, mais le choix politique de l'impérialisme, qui s'exprime aujourd'hui par la présence, aux côtés de Cabot Lodge à Paris, d'un représentant du régime fantoche de Saigon.

Il faut reconnaître d'ailleurs à la méthode américaine une continuité certaine. Ils intervenaient hier soi-disant à la demande d'un gouvernement qui, sans la présence d'un demi-million de G.I.'s, serait en fait tombé sans rémission. Officiellement donc, le gouvernement U.S. ne faisait la guerre que pour la défense de la légitimité au Sud-Vietnam.

Aujourd'hui, si on l'entendait, et surtout si on prêtait foi à ses déclarations, il serait partisan d'une issue rapide, mais ses efforts seraient entravés par la mauvaise volonté des autres. Mais qui peut y croire ?

Même pas l'équipe qui gouverne actuellement à Saigon, bien placée pour savoir que son sort prochain dépend de la volonté des Américains, et qui tente de s'agripper au pouvoir, et se dépense en justifications désordonnées.

Si les Américains tiennent une clé de la situation au Vietnam, s'ils ne sont guère pressés de s'en servir, ils peuvent cependant être amenés à s'en servir plus tôt qu'ils ne le veulent.

Car, au Vietnam, le combat continue, en même temps que la mince assise sur laquelle reposait le régime saigonnais s'effrite chaque jour davantage. Et c'est là-bas, et non autour de la table de Paris, que se posent et se règlent véritablement les problèmes.

COMMUNIQUÉ COMMUN

de ROUGE et LUTTE OUVRIERE

Les rédactions de *Rouge* et de *Lutte Ouvrière* se félicitent du succès de la première des réunions publiques organisées en commun dans la grande salle de la Mutualité à Paris sur le thème « Construire le Parti Révolutionnaire ».

Elles estiment que la présence de 4 500 personnes est la preuve que ce type de réunion où différentes tendances expriment leurs points de vue, leurs accords ou leurs divergences sur le même sujet à la même tribune, correspond au désir d'unité d'un grand nombre de travailleurs, d'étudiants et de militants révolutionnaires.

Elle est la preuve surtout de la volonté de ces travailleurs, étudiants et militants de voir un travail commun entrepris partout où il est possible par les différentes tendances d'extrême gauche en vue d'aboutir à un front unique ou même à une organisation commune de tous les révolutionnaires.

Certes, les rédactions de *Rouge* et de *Lutte Ouvrière* sont conscientes que cette première réunion a montré également les obstacles que les révolutionnaires doivent encore surmonter dans la voie de la construction d'un *Parti Révolutionnaire*.

Mais elles estiment que, même si la lenteur du processus entamé peut décevoir certains, ce premier pas est d'une très grande importance.

Les deux rédactions ont convenu de continuer les contacts réguliers qu'elles ont entre elles, afin d'examiner les propositions d'action commune faites de part et d'autre.

Elles ont convenu également d'organiser en commun une série de réunions publiques semblables à celles du vendredi 31 janvier sur les différents sujets intéressant le mouvement révolutionnaire.

LE MEETING DE « ROUGE » ET « LUTTE OUVRIERE » LE 31 JANVIER A LA MUTUALITÉ

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

La salle, debout, poings levés, chante L'Internationale

(Photo Elie Kagan)

LE vendredi 31 janvier, le meeting organisé en commun par les rédactions de « Rouge » et de « Lutte Ouvrière », dans la grande salle du Palais de la Mutualité à Paris, réunissait environ 4.500 personnes (1) qui s'entassaient dans la salle, les couloirs, le hall et même dans la rue. Des chants révolutionnaires, des drapeaux rouges, le portrait de Lénine et de Trotsky, le calicot proclamant le Front unique des révolutionnaires, et par dessus tout la jeunesse et l'enthousiasme de l'assistance donnaient au meeting placé sous la présidence d'honneur de Kuron et Modzelewsky chaleur, internationalisme et détermination.

Cinq orateurs (deux de « Rouge » et trois de « Lutte Ouvrière ») se succédèrent à la tribune pour donner les points de vue de leur tendance respective sur le sujet choisi : « Construire le parti révolutionnaire ». Les grands thèmes de la réunion furent : la nécessité de construire le parti révolutionnaire, le type de parti nécessaire (le parti bolchévique étant le modèle incontesté), le rôle des étudiants, celui des ouvriers, leur nécessaire union et enfin l'indispensable unité actuelle des révolutionnaires.

Les divergences entre « Rouge » et « Lutte Ouvrière » résident dans l'appréciation de la révolte étudiante et de ses perspectives et surtout dans le problème de l'unité. Tout en l'estimant souhaitable et nécessaire, les camarades de « Rouge » déclinèrent les propositions de « Lutte Ouvrière » sur le regroupement des révolutionnaires en un seul parti respectant les tendances, et sur la possibilité immédiate d'une presse commune aux deux tendances. Invoquant la profondeur des divergences actuelles, ils estimèrent qu'une unification organisationnelle serait désastreusement prématurée et fragile si elle n'était pas préparée par une unification idéologique qui réclame des discussions, des vérifications et du temps.

Ils proposèrent en contrepartie l'unité à la base et sur des actions communes. Les camarades de « Lutte Ouvrière », dont on peut lire les interventions dans ce même numéro, répondirent que pour faire du travail ensemble il fallait se donner des organismes adéquats chargés d'étudier en permanence tout ce qu'il était possible de faire en commun dès maintenant, sans quoi, malgré la meilleure volonté des uns et des autres, on passerait le plus souvent à côté de l'action possible et nécessaire. Enfin le parti proposé, rassemblement large et démocratique des révolutionnaires, regroupés organisationnellement et politiquement en tendances, pouvant exprimer à l'intérieur et à l'extérieur du parti leurs opinions, permettait à chacun de s'unir sans pour autant renoncer à ses idées et à ses formes d'activité particulières et créerait seul le milieu dans lequel les idées des uns et des autres pourraient être discutées et vérifiées. La salle applaudit tout particulièrement les références à l'unité nécessaire.

Le meeting fut également marqué par l'intervention d'un étudiant qui revenait de Nanterre et qui rapporta les événements survenus là-bas l'après-midi même. Enfin, un message du groupe espagnol d'Action communiste sur la situation en Espagne tant à l'université que dans les commissions ouvrières après la mise en application de l'Etat d'exception, souleva des applaudissements enthousiastes et l'Internationale fut chantée par la salle toute entière, le poing levé.

La parole fut alors donnée à la salle, mais il était déjà fort tard et trois personnes seulement purent intervenir, l'une au nom du M.R. fit des propositions unitaires, l'autre au nom du groupe qui édite « Programme Communiste » et « Le Prolétaire », critiqua les exposés, un troisième orateur d'inspiration pro-chinoise revint sur les événements de Nanterre.

Dehors, des gardes mobiles et des C.R.S. avaient pris position sur la place Maubert, la rue des Ecoles, etc. Mais aucun incident ne se produisit.

C'est ainsi que s'acheva la réunion du 31 janvier, première étape sur le chemin de l'unité nécessaire des révolutionnaires.

Certes le chemin est encore long et quelques-uns dans la salle ont pu être déçus de voir la réunion s'achever sans que le parti à construire ne soit ni créé, ni même annoncé. Mais les buts que se propose « Lutte Ouvrière » sont infiniment plus larges qu'un regroupement limité à «Rouge» et à nous-mêmes. Nous l'avons dit et écrit à différentes reprises, nous croyons possible et nous estimons urgent et indispensable aujourd'hui que se crée un parti rassemblant tous ceux que l'opinion, la presse, Marcellin et « l'Humanité » qualifient indifféremment de « gauchistes » et qui en mai dernier recueillirent à ce titre la sympathie de milliers de jeunes et moins jeunes, travailleurs et étudiants. Qu'ils soient trotskistes de telle ou telle tendance, maoïste ou anarchistes, militants de gauche du P.S.U. ou de la C.F.D.T., tous ceux qui en mai et juin animèrent dans les facultés, dans les rues, les usines et sur les barricades, le mouvement révolutionnaire de mai, tous ceux qui ne croient pas aux élections comme moyen de transformer la société, tous ceux qui se réclament de la lutte des classes et de la révolution, tous ceux qui ont montré qu'ils pouvaient et savaient se battre en mai, tous ceux-là sont les militants potentiels d'un seul et même parti, le parti révolutionnaire regroupant toute l'extrême gauche du pays. Ils étaient au coude à coude en mai dernier, malgré leurs opinions divergentes sur tel ou tel point théorique ou organisationnel, ils étaient au coude à coude et se battaient ensemble et organisaient ensemble l'action du moment. Le parti, c'est à ce moment-là qu'ils ont montré qu'il était possible, c'est à ce moment-là qu'ils l'ont pour ainsi dire créé ou du moins préparé. Aujourd'hui ce qui empêche un tel parti de se créer ce sont les barrières inutiles entre lesquelles s'enferme chaque tendance.

Ces barrières doivent tomber dans l'intérêt supérieur du mouvement, sans quoi l'extrême-gauche organisée risque de laisser passer une situation sans précédent dans son histoire, celle où il lui est possible de gagner l'audience de milliers de nouveaux militants et d'exister enfin sur le plan national, d'être enfin un poids réel face à l'appareil du P.C.F.

Et les milliers de participants au meeting de vendredi dernier à la Mutualité viennent de faire un geste pour que ces barrières tombent. Ils ont montré qu'il était possible, aujourd'hui, neuf mois après mai, de se retrouver côte à côte et de débattre fraternellement des idées et des positions qui nous unissent ou qui nous séparent. Ils ont fait plus, car ils ont ouvert une voie. Parce que plus de 4.000 personnes sont venues au meeting de vendredi, qui ne réunissait que deux tendances, c'est un bien plus grand nombre encore qui viendrait la prochaine fois, surtout si d'autres tendances s'y associent aussi. Et comment resteraient-elles à l'écart ?

Nous serons plus nombreux la prochaine fois et plus encore celle d'après. Et si l'on ne peut pas créer un parti à 4 ou 5.000, on le pourra à 10 ou 20 mille. Car le mouvement unitaire a sa propre dynamique et une fois mis en marche, il se renforce et devient irrésistible.

Le parti révolutionnaire est en train de se construire.

(1) 4.146 entrées contrôlées (payantes), chiffre inférieur à la réalité car il ne tient pas compte de ceux qui sont arrivés en retard.

Nous publions dans une double feuille supplémentaire les interventions des camarades qui ont pris la parole au nom de « Lutte Ouvrière » au Meeting du 31 janvier à la Mutualité. (voir p. I. II, III, IV).

LES INTERVENTIONS DES REPRESENTANTS DE "LUTTE OUVRIERE"

1ere intervention

MARDI dernier, au cours d'une émission télévisée, Guy Mollet déclarait en substance que le parti, qui va peut-être se former par la fusion de la S.F.I.O. et de la Convention, sera un parti révolutionnaire... mais que, bien sûr — et que certains camarades ne voient aucune allusion perfide dans cette citation — il ne fallait pas confondre révolte et révolution.

Cela a au moins le mérite de prouver qu'il y a des mots qu'il est nécessaire de définir soigneusement.

Et la première chose que nous allons donc faire, est de dire ce que nous entendons, nous, par l'expression « parti révolutionnaire ».

Le parti que nous voulons construire, n'est pas un quelconque regroupement politique de gauche ou même d'extrême-gauche.

Le parti que nous voulons construire, c'est le nécessaire instrument de la révolution socialiste mondiale.

Et parce que nous pensons que la classe ouvrière est la seule classe qui puisse ouvrir à l'humanité les voies d'une société nouvelle, quand nous parlons du parti révolutionnaire, il ne peut s'agir, pour nous, que du parti ouvrier révolutionnaire.

Ce parti, en mai dernier, nous en avons ressenti plus que jamais l'impérieuse nécessité.

Parti et spontanéité

Mais cependant, d'autres n'ont pas tiré les mêmes conclusions que nous des événements, et nous avons vu aussi refleurir à cette époque le culte de la spontanéité.

Il s'agit certes là d'une réaction compréhensible contre le bureaucratisme des grandes organisations ouvrières. Mais c'est une réaction qui n'est pas juste pour autant.

A vrai dire, le terme « spontanéité » ne signifie pas grand-chose. Et en grattant bien chaque action qualifiée de spontanée, on trouve presque toujours dessous l'activité militante de quelques individus, organisés ou non.

Il n'y a donc pas d'actions spontanées à proprement parler. Il n'y a que des actions correspondant à des degrés de conscience plus ou moins élevés.

Et le culte de la spontanéité, cela revient finalement à vouloir démobiliser les éléments les plus conscients, ceux qui ont compris la nécessité de l'organisation révolutionnaire, au profit des moins conscients. Cela revient, disait Lénine, à se prosterner devant le derrière du prolétariat.

Sous prétexte de réagir contre les appareils bureaucratiques, cela revient finalement à leur laisser le champ libre, à renoncer à leur disputer la direction de la lutte.

Le culte de la spontanéité repose sur une conception absolument fausse de la notion de conscience de classe.

La conscience socialiste n'est pas innée à la classe ouvrière. Elle ne naît pas non plus automatiquement de ses conditions d'existence.

Que le parti révolutionnaire soit une nécessité pour que se maintienne et se développe la conscience socialiste, c'est ce que prouve aujourd'hui, par la négative, la quasi-disparition de cette conscience, liée à la dégénérescence des partis ouvriers.

C'est que les idées n'ont pas une existence autonome, indépendante des hommes. Elles n'existent au contraire que dans le cerveau de ceux-ci, et elles ne peuvent se répandre, et vaincre, que s'il se trouve des militants pour les défendre.

Cela est vrai, en règle générale, pour toutes les idées. Mais cela est infiniment plus vrai encore pour les idées qui s'attaquent à toutes les puissances de ce monde.

Le rôle du parti révolutionnaire, qui réunit dans ses rangs les ouvriers révolutionnaires, et les intellectuels se plaçant sur le terrain de classe du prolétariat, c'est précisément d'incarner la conscience socialiste.

C'est dans le travail quotidien d'agitation, à partir des petits faits de la vie quotidienne, comme dans les luttes politiques les plus élevées, d'expliquer les événements à la lumière de la pensée socialiste.

Le parti révolutionnaire, c'est la conscience militante du prolétariat, combattant pour devenir la conscience de la classe tout entière.

Mais la conscience du but à atteindre n'est pas tout. Le prolétariat international a déjà derrière lui plus d'un siècle d'histoire, d'une histoire extraordinairement riche en enseignements. Et toute cette expérience ne serait rien, si elle n'était accumulée et transmise.

Or cela non plus ne peut pas se faire spontanément. Cela aussi demande l'intervention consciente d'une avant-garde organisée.

Les échecs du prolétariat n'ont de sens historique que s'ils le préparent mieux à ses futurs combats.

La classe ouvrière peut certes entrer en lutte sans organisation et sans parti. Mais, toute l'histoire l'a montré, elle ne peut pas vaincre ainsi.

Et c'est parce que nous ne pouvons accepter que l'histoire ne soit qu'une suite de montées et de défaites ouvrières, qu'une série de juin 1848, que nous devons lutter pour la construction d'une direction révolutionnaire.

Car le rôle du parti révolutionnaire, c'est aussi de mettre au service de chaque combat, de chaque détachement de l'armée ouvrière, l'expérience de toutes les luttes prolétariennes internationales.

Le parti révolutionnaire c'est la mémoire militante du prolétariat.

Mais justement, nous qui voulons construire ce parti, mémoire et conscience du prolétariat, nous ne pouvons pas ignorer l'immense expérience accumulée en ce domaine par le mouvement révolutionnaire international.

Notre conception du Parti

Nous ne pouvons pas poser le problème en partant de zéro. Nous devons l'aborder à partir de la conception du parti la plus élaborée, la conception qui permit la victoire d'octobre, la conception bolchévique.

C'est du moins la conviction profonde de la tendance idéologique à laquelle j'appartiens.

Nous sommes persuadés que les intérêts du prolétariat révolutionnaire exigent la construction d'un parti centralisé, discipliné, toutes qualités rendues précisément nécessaires par l'ampleur des tâches que s'assigne ce parti.

Et nous pensons qu'il ne doit compter dans ses rangs que des militants entièrement dévoués aux intérêts de la classe ouvrière, que des militants ennemis de tout amateurisme, de tout dilettantisme, et tout entier tournés vers l'activité révolutionnaire.

Le mouvement socialiste a trop souvent souffert de la présence dans ses rangs d'intellectuels en particulier, qui ne se consacraient à l'activité politique que pour autant que leurs occupations professionnelles leur en laissaient le temps.

Nous voulons former, ce que Lénine appelait, des « révolutionnaires professionnels », c'est-à-dire, non pas des gens payés pour militer, bien sûr, mais des gens qui militent avec une conscience de professionnel.

Evidemment, il ne suffit pas de proclamer un tel parti pour qu'il soit. Il faut au préalable que ces militants révolutionnaires existent, qu'au cours de multiples luttes une direction éprouvée ait été sélectionnée, et qu'elle soit reconnue comme telle par l'ensemble des militants.

En un mot, le parti révolutionnaire de type bolchévique que nous voulons construire ne peut être que le fruit d'un long et patient travail. Mais c'est, pensons-nous, l'objectif que nous devons nous fixer.

Cette conception du parti effraie certains camarades, parce qu'elle signifie, à leurs yeux, absence de démocratie, et pouvoir tout puissant des dirigeants.

Mais ces camarades confondent stalinisme et bolchévisme.

Le type de parti que nous voulons construire n'est nullement incompatible, bien au contraire, avec la plus large démocratie intérieure. Pour nous, dans l'expression « centralisme démocratique », le second terme est aussi important que le premier.

Et disons-le en passant, il est plus facile à un parti centralisé et démocratique de contrôler ses dirigeants, qu'à un mouvement informel de contrôler les vedettes nées des événements.

L'exemple du parti bolchévique est d'ailleurs là pour montrer que la démocratie la plus large, et la discipline la plus rigoureuse, ne sont nullement incompatibles.

Pendant toutes les années qui précédèrent la révolution, et pendant les premières années qui la suivirent, la vie intérieure de ce parti fut d'une richesse prodigieuse. Tendances et fractions s'y affrontaient librement, et personne ne songeait à baptiser la discussion : division.

C'est le stalinisme triomphant qui inventa l'horrible expression de monolithisme, et qui fit du parti unique, donnée de fait qui ne faisait que refléter la précarité du pouvoir prolétarien en Russie, un principe sacré.

Mais nous ne pensons pas, pour notre part, que le mouvement révolutionnaire ait quoi que ce soit à gagner à la grisaille, et à l'uniformité de pensée.

Nous sommes évidemment convaincus que les positions que nous défendons sont justes — autrement, nous ne les défendrions évidemment pas — mais nous sommes convaincus aussi, que la pire des choses est de considérer automatiquement l'adversaire de tendance comme un ennemi de classe. Et si c'est un comportement que la contagion stalinienne a hélas introduit, parfois, dans le mouvement révolutionnaire, c'est aussi un comportement que nous devons combattre de toutes nos forces.

Car nous pensons, que dans l'intérêt supérieur du mouvement, la critique de tout ce qui se dit, et de tout ce qui se fait, à toutes les étapes de la lutte, est absolument nécessaire parce que ce n'est que comme cela que les militants révolutionnaires pourront vérifier la justesse de leurs idées, parce que ce n'est que comme cela que les masses pourront choisir entre les différentes tendances.

Et en particulier, si nous sommes, en matière d'organisation, les champions convaincus d'une certaine conception du parti, nous sommes prêts à collaborer avec toutes les tendances révolutionnaires, pour réaliser ce qu'il est possible et souhaitable, de faire dès aujourd'hui, c'est-à-dire un parti regroupant toutes les forces vives de l'extrême-gauche.

Sans doute ne serait-ce pas pour nous « le» parti révolutionnaire de type bolchévique dont nous pensons qu'il sera absolument nécessaire à une certaine étape du développement de la lutte.

Mais ce serait un parti formé par des militants révolutionnaires, et un parti où nous pourrions défendre notre conception, comme les autres tendances y défendraient la leur.

La naissance d'un tel parti ne serait d'ailleurs pas un mince progrès.

Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, face à l'appareil stalinien, existerait enfin une formation révolutionnaire d'un poids non négligeable.

Et ce serait un changement capital.

Nous ne devons pas oublier en effet, que, malgré la crise qu'il traverse depuis une quinzaine d'années, l'appareil stalinien international représente le principal obstacle sur le chemin de la renaissance révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Et que dans ce pays, en particulier, le Parti communiste français, s'il est incontestablement, et de loin, le parti le plus influent dans la classe ouvrière, est aussi le frein le plus puissant que rencontre toute action révolutionnaire.

Le stalinisme et la conscience socialiste de la classe ouvrière

Cette vérité essentielle pour qui veut comprendre la vie politique française, que les révolutionnaires répétaient depuis des années, est enfin devenue évidente, pour beaucoup, en mai.

Non seulement des milliers de jeunes et de travailleurs ont pris conscience que le P.C.F. ne tenait nullement à mettre le régime gaulliste en danger, mais ils ont vu, aussi, le rôle démobilisateur qui est le sien dans les luttes revendicatives.

Les responsabilités du stalinisme sont cependant infiniment plus lourdes que cela encore. Il n'incarne pas seulement une politique réformiste. Il est le principal responsable de la quasi disparition de la conscience socialiste parmi les masses ouvrières.

Le socialisme a cessé d'être une aspiration pour beaucoup de travailleurs, parce qu'on leur a mis des exemples monstrueux sous les yeux, en leur disant : voilà le socialisme !

Non, le socialisme n'est pas une société où l'on impose la censure à l'aide des blindés, où les écrivains et les poètes qui parlent de liberté sont arrêtés et déportés, ou des jeunes de vingt ans ne voient plus d'autre moyen que de s'immoler dans les flammes pour manifester leur désespoir !

Mais, pour accomplir leurs forfaits, les Brejnev et les Kossyguine se sont drapés dans les plis du drapeau rouge d'Octobre qu'ils ont usurpé, et, au nom du socialisme, ils causent au socialisme des torts irréparables.

Le stalinisme porte bien d'autres responsabilités encore. Il s'est fait le principal défenseur et le principal vecteur, de l'idéologie bourgeoise, et des pires préjugés bourgeois, dans la classe ouvrière.

Qui ne se souvient, par exemple de « l'Humanité » faisant chorus avec « minute » pour dénoncer « l'allemand Cohn-Bendit ».

C'est que le P.C.F. ne connait plus depuis longtemps d'autres intérêts que les intérêts « nationaux ». C'est le seul langage qu'il sache parler, même aux travailleurs portugais, espagnols, ou africains de chez Citroën.

Il ne perd jamais une occasion de se rouler, de se vautrer, dans le tricolore. Et malheureusement, le chauvinisme est une mentalité qu'il est infiniment plus facile de répandre que de combattre.

Le bilan est lourd. L'hégémonie du stalinisme dans le mouvement ouvrier international a assuré à la bourgeoisie mondiale près d'un demi-siècle de tranquillité sociale relative.

Le stalinisme a d'ailleurs trouvé des alliés inattendus en la personne de distingués sociologues « de gauche », qui se sont employés à justifier sa politique au nom du réalisme.

Du retard de la révolution socialiste, ces gens-là se sont empressés de conclure à son impossibilité.

Pour eux, le marxisme serait dépassé. La classe ouvrière aurait perdu toute potentialité révolutionnaire. Elle serait intégrée à la société bourgeoise, à la société de consommation.

L'un de ces sociologues, membre du P.S.U., s'il vous plaît, avait même élaboré toute une théorie sur la disparition de la classe ouvrière, à partir de ce symptôme à la signification évidente : la disparition du port de la casquette.

C'était d'autant plus savoureux que vers la même époque, Maurice Thorez expliquait que l'une des preuves de la paupérisition relative et absolue du prolétariat, résidait dans le fait que les ouvriers n'avaient même plus les moyens de se payer leur couvre-chef traditionnel.

Il est seulement dommage que les chasseurs de casquettes de la gauche n'aient pas poussé plus loin leurs investigations, et ne se soient pas penché en mai, sur l'apparition d'une nouvelle coiffure, plus révolutionnaire que la casquette : le casque de terrassier.

Mais il est vrai que ces gens là étaient alors d'une discrétion exemplaire.

Quoi qu'il en soit, la grève générale de mai-juin n'a fait qu'illustrer d'une façon certes remarquable, ce qui n'avait jamais cessé d'être visible, à savoir que la combativité ouvrière n'était pas morte.

Pour ne prendre que l'exemple de ce pays, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, bien des dates marquent des luttes ouvrières importantes, de la vague de grève des années 1947-48, à la crise du printemps dernier, en passant par la grève générale des fonctionnaires d'août 1953, par les grandes luttes de 1955-56 à Nantes, et par la grève des mineurs en 1963.

Bien sûr, aucune de ces luttes n'a obtenu de résultats en rapport avec les trésors de combattivité ouvrière dépensés. Mais cela prouve justement que ce qui est en cause, c'est le rôle des appareils politiques et syndicaux, et non pas la volonté de lutte des travailleurs.

Si la conscience socialiste de la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était il y a un demi-siècle, cela n'est pas dû à des changements de structure sociale, ou à la voiture et à la machine à laver, chères à certains sociologues.

Cela n'est finalement que le reflet de l'absence de direction révolutionnaire.

La classe ouvrière d'aujourd'hui est loin d'être hostile aux idées révolutionnaires. Le luxe de précautions

dépensées en mai-juin par les bureaucrates syndicaux pour empêcher les contacts entre ouvriers et étudiants, pour enfermer les grévistes dans leurs propres usines, en est une preuve éclatante. Et partout, dans les entreprises, là où des militants révolutionnaires ont fait entendre leurs voix, ils ont rencontré la sympathie des travailleurs.

Force et faiblesse de l'extrême-gauche

Mai a prouvé, s'il en était besoin, que la classe ouvrière savait encore se battre.

Mai a prouvé qu'elle n'était pas hostile, loin de là, aux idées révolutionnaires.

Mai a prouvé aussi que l'extrême gauche, que les « gauchistes », comme disent les journalistes de « l'Humanité » et d'ailleurs, ne représentaient pas une force si négligeable que cela, et qu'il existe, en tout cas potentiellement, un milieu dans lequel peut se construire le parti révolutionnaire.

Certes, cela ne se fera pas tout seul, et bien des difficultés se dressent devant nous.

La première, la plus déterminante, réside dans la nature même de cette extrême gauche, dans sa composition sociale, où dominent intellectuels et étudiants.

Cela, au départ, nous n'y pouvons rien. Il s'agit d'un fait historique, et d'un fait historique qui s'explique par de multiples raisons.

Car s'il est vrai que depuis qu'elle existe, l'opposition communiste a été incapable de s'implanter solidement dans la classe ouvrière, il est juste aussi de dire qu'elle s'est heurtée à des difficultés sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Pour la première fois dans l'histoire, les militants révolutionnaires se trouvèrent brutalement, et presque totalement, coupés, et de la tradition antérieure, et du mouvement ouvrier réel.

De la Ligue des Communistes à la IIIe Internationale, de nombreux liens de continuité existèrent, non seulement politiques, mais organisationnels, humains, même pourrait-on dire.

Pour ne prendre que cet exemple, la IIIe Internationale s'est créée au sein de la seconde, en luttant certes contre les dirigeants réformistes, mais en bénéficiant aussi de tout l'acquis positif, de toute la tradition révolutionnaire, dont cette seconde Internationale était malgré tout le support.

Dès sa naissance, l'opposition communiste, et le mouvement trotskyste, son expression la plus conséquente, se trouvèrent totalement coupés de la IIIe Internationale.

La section russe de l'opposition de gauche, qui incarnait toute la tradition et tout l'acquis du bolchevisme, se trouvait isolée dans les prisons et dans les camps, sans possibilité de transmettre son héritage.

La bureaucratie stalinienne ne recula devant aucun procédé. Une véritable terreur physique et morale s'abattit sur l'avant garde révolutionnaire. Une génération entière de militants fut ainsi brisée ou assassinée, tandis que se creusait un fossé profond entre l'extrême gauche, et l'ensemble du mouvement ouvrier et communiste.

Et cette extrême gauche, essentiellement formée au départ de jeunes militants d'origine intellectuelle, ne réussit vraiment à survivre que dans les milieux intellectuels petit-bourgeois.

Il nous est difficile, à nous qui militons à une époque où le trotskysme, comme le maoïsme d'ailleurs, est en quelque sorte, à la mode, d'imaginer les conditions dans lesquelles luttèrent les révolutionnaires des générations précédentes.

Depuis une quinzaine d'années, le rapport de forces s'est même sensiblement modifié.

Le stalinisme vit une crise permanente, qui l'emmène, lentement certes, mais inexorablement, vers son déclin.

L'extrême gauche, tout en restant considérablement minoritaire, s'est très sensiblement renforcée. Depuis mai, on peut même dire qu'elle existe enfin à l'échelle du pays.

Et pour peu que l'on soit d'un naturel optimiste, on pourrait croire que tout va très bien ainsi, et que peu à peu cette extrême gauche va lentement mais sûrement, conquérir l'audience qui lui manquait jusqu'à présent.

La tâche essentielle des Révolutionnaires

Mais les choses ne sont hélas pas si simples. Et les progrès enregistrés par les révolutionnaires, pour encourageants qu'ils soient, ne sont pas déterminants, parce qu'ils restent, pour l'essentiel, confinés au milieu petit bourgeois originel.

C'est même là un danger grave. La tentation est toujours grande de ne faire que le travail qui paraît le plus rentable, c'est-à-dire, dans ce cas précis, de consacrer l'essentiel de son activité au milieu petit bourgeois, et en particulier au milieu étudiant, sinon plus réceptif, du moins plus accessible.

C'est un piège où risquent de s'enfermer tous les étudiants révolutionnaires. Et c'est même, de surcroit, un piège dans lequel ils pourraient enfermer les quelques jeunes ouvriers qui viennent spontanément aux idées révolutionnaires.

Souvenons-nous, par exemple, de ce qui s'est passé en mai.

Dans beaucoup d'entreprises, ce sont les jeunes qui furent à l'origine du déclenchement de la grève. Mais bien souvent, ces jeunes ouvriers écœurés par les appareils, qui faisaient d'ailleurs volontairement tout pour cela, désertèrent rapidement les entreprises pour venir respirer un peu d'air frais au quartier latin. Et c'est finalement en partie, ce qui permit aux appareils de reprendre très rapidement la situation en mains.

Bien sûr, en mai, cela s'est fait spontanément, et sans que l'on puisse en rejeter la responsabilité sur quiconque.

Cela s'est fait, parce que cela correspondait, tout simplement, à un certain degré de conscience.

Mais aujourd'hui nous sommes responsables de l'avenir militant des jeunes travailleurs qui viennent aux idées révolutionnaires.

Et ce serait tout de même un comble, que le mouvement révolutionnaire, où certaines tendances défendent si farouchement, en ce qui concerne les étudiants, la nécessité de militer dans son propre milieu, amène ces jeunes travailleurs à rompre moralement avec le milieu ouvrier, et à ne concevoir l'activité politique qu'au quartier latin.

Or la tâche qui se présente à nous, c'est au contraire de gagner aux idées socialistes la classe ouvrière tout entière. Et c'est d'abord, en premier lieu, de construire une organisation ouvrière révolutionnaire.

Et c'est une tâche qui est à notre portée, si là aussi nous ne sommes pas spontanéïstes, si nous ne nous laissons pas glisser au fil du courant, si nous savons diriger nos efforts, non pas vers le travail le plus facile, mais, quelles que soient les difficultés rencontrées, vers le travail le plus important.

Le travail en direction des entreprises ne doit pas être seulement une de nos activités parmi beaucoup d'autres. Elle doit être notre activité fondamentale.

Elle doit être notre activité fondamentale, parce que c'est à ce prix seulement que nous pouvons nous protéger contre la pression de l'environnement petit bourgeois.

En politique, les bonnes intentions ne suffisent pas, et aucune organisation révolutionnaire n'est à l'abri des influences petites bourgeoises, pour la simple raison qu'elle se dit révolutionnaire.

Le travail en direction des entreprises doit être aussi notre activité fondamentale, parce que notre travail, le travail des révolutionnaires, doit être avant tout d'organiser les travailleurs, et de les préparer à remplir leurs tâches historiques.

Avoir de l'influence sur le mouvement étudiant n'est pas négligeable. Mais avoir de l'influence sur le mouvement ouvrier est essentiel, et tant que nous n'aurons pas su gagner cette influence, le reste n'aura finalement que peu d'importance.

Le P.C.F. est d'ailleurs, lui aussi, très conscient de la primauté, pour nous, de cette tâche. S'il a gardé quelque chose du bolchevisme, c'est la conviction que l'essentiel est de contrôler les entreprises. Et nulle part il ne s'est aussi vigoureusement opposé aux révolutionnaires, qu'aux portes des usines.

Il a pu accepter de devenir un groupuscule au quartier latin. Il tolère à la rigueur, bien que cela ne se fasse pas toujours sans heurts, la propagande révolutionnaire dans les quartiers. Mais dans les entreprises, là ou il en a la force, il a toujours tenté, et au besoin par les pires procédés de gangstérisme, et au besoin par les collusions les plus éhontées avec la police, d'empêcher la diffusion des idées révolutionnaires.

C'est que le P.C.F. connait fort bien, lui aussi, la sympathie que ces idées rencontrent dans la classe ouvrière. Il la connait d'autant mieux, qu'il en vit, pourrait-on dire, puisqu'il doit une grande partie de son influence aux illusions de ceux qui voient encore en lui, malgré tout, l'héritier de la révolution d'octobre. Et c'est précisément parce qu'il est un parti réformiste honteux, qu'il ne peut tolérer la moindre critique sur sa gauche.

Il peut accepter, à la rigueur, et à condition que cela reste discret, l'expression de certaines divergences en son sein, ou au sein de la C.G.T. Mais il ne tolère pas la moindre critique publique, ouvertement prononcée devant l'ensemble des travailleurs.

C'est pourtant à la classe ouvrière tout entière que les révolutionnaires doivent s'adresser, et pas seulement en catimini aux éléments organisés dans les partis et les syndicats ouvriers.

Dans un pays où plus de quatre ouvriers sur cinq ne sont pas syndiqués, il est ridicule de mépriser la majorité inorganisée de la classe ouvrière, pour ne s'adresser qu'à la soi-disant avant-garde organisée.

Les travailleurs inorganisés ne sont tout de même pas ce que les bureaucrates laissent entendre, ce que certains militants syndicalistes à l'esprit déformé prétendent, c'est à dire des êtres amorphes, qui vivraient en parasites aux dépens de leurs camarades syndiqués.

Ce serait, de la part de révolutionnaires, sombrer dans la pire métaphysique syndicale, que de voir les choses sous cet angle.

Et le comble, pour une tendance révolutionnaire, serait de réserver ses coups aux autres tendances du mouvement, sous prétexte de défendre « l'avant-garde organisée ». Ce serait de se faire les chamtions du « front unique » vis-à-vis des appareils, tout en pratiquant la politique la plus sectaire vis à vis du mouvement révolutionnaire.

Parmi les travailleurs inorganisés, il y en a des milliers, qui ont milité pendant toute une période, à la C.G.T., ou même au P.C.F., et qui, écœurés par cette expérience, ont un jour cessé de reprendre leurs cartes.

Il y en a des milliers d'autres encore, qui n'ont jamais reioint les organisations syndicales ou politiques de la classe ouvrière, parce que le tableau que celles-ci leurs offraient ne les tentait absolument pas.

Et tous ceux-là constituent aussi une partie des forces vives de la classe ouvrière.

Cela ne signifie nullement que les révolutionnaires puissent se désintéresser du travail syndical, qui reste un aspect fondamental de leur activité au sein des entreprises, pas plus qu'ils ne doivent tourner le dos aux travailleurs organisés au sein du P.C.F., qui constituent un véritable capital militant de la classe ouvrière qu'il nous faudra gagner à tout prix, si nous voulons construire le parti révolutionnaire.

Mais des révolutionnaires authentiques ne peuvent pas renoncer, même sous prétexte de tactique, même pour essayer de se concilier les bonnes grâces des bureaucrates, à s'adresser à la classe ouvrière tout entière, parce que c'est la classe ouvrière tout entière qu'ils doivent gagner, parce que c'est en fonction de l'état d'esprit de la classe ouvrière tout entière qu'ils doivent élaborer leur politique.

C'est bien sûr une tâche difficile, et d'autant plus difficile que l'on n'accepte pas de se payer de mots.

Car là aussi, il nous faut définir avec précision nos objectifs.

Des camarades qui militent dans des secteurs marginaux de la classe ouvrière ont pu remporter des succès relativement spectaculaires, et nullement négligeables, par exemple en exerçant une influence réelle sur la politique de leur syndicat de métier. Je pense notamment aux syndicats C.G.T. des correcteurs d'imprimerie ou des bronziers d'art. dont les prises de position, en mai, tranchaient agréablement sur celles de leur confédération.

Par contre, dans les secteurs importants de la classe ouvrière, dans les usines, dans les grandes entreprises, de tels succès sont pratiquement impensables, à court ou moyen terme, parce que le poids des appareils s'y fait sentir d'une manière infiniment forte.

C'est évidemment dans ces secteurs que nous rencontrerons le maximum de difficultés.

Mais c'est aussi dans ces secteurs que nous devons en premier lieu, et à tout prix, essayer de nous implanter, non pas par un goût masochiste de la difficulté, mais parce qu'il n'y a que là que les succès que nous remporterons seront déterminants.

Bien sûr, on peut trouver plus commode d'user de la méthode eucharistique, de bénir les étudiants, et de déclarer que le problème n'existe plus, parce qu'ils sont devenus de « jeunes travailleurs intellectuels ».

On peut aussi faire du corps enseignant, la partie la plus intéressante du prolétariat. A défaut d'être juste, ce peut être consolant.

Mais ce n'est pas une consolation que nous cherchons. Nous devons regarder nos problèmes, et nos difficultés bien en face. Et notre problème, c'est de nous implanter, et le plus solidement possible, et le plus rapidement possible, dans le prolétariat industriel.

L'activité vers les entreprises et la construction du Parti Révolutionnaire

C'est dans cette tâche, et dans cette tâche seulement, que nous pourrons former les centaines, ou les milliers de militants ouvriers révolutionnaires qui constitueront l'ossature du futur parti.

C'est au cours de la lutte quotidienne dans les entreprises, que ces militants pourront gagner la confiance de leurs camarades de travail, que pourront se tisser entre l'organisation révolutionnaire et sa classe, les mille liens de confiance sans lesquels la plus belle organisation n'est rien.

C'est une chose que l'extrême gauche a trop souvent oubliée. Parce qu'elle était riche d'un programme et de mots d'ordre qu'elle croyait justes, et pauvre de militants, elle a trop souvent fait de pauvreté vertu, et considéré que le programme et les mots d'ordre suffisaient.

Un programme juste, exposant aux plus larges masses les tâches que le parti se propose de remplir, sa stratégie et sa tactique, servant de guide à ses militants, est sans aucun doute indispensable à un parti révolutionnaire.

Des mots d'ordre justes ne le sont pas moins.

Mais cela ne suffit pas, et les faits le démontrent amplement.

Le mouvement trotskyste, pourtant armé du remarquable instrument qu'est le programme de transition, n'a fait en trente ans que des progrès minimes, alors que malgré la suite ininterrompue de trahisons et d'erreurs que constituent sa ligne politique, le P.C.F. est toujours le parti majoritaire, et largement majoritaire, dans la classe ouvrière française.

C'est que le mouvement stalinien possède ce que n'a pas le mouvement révolutionnaire : des milliers de militants dévoués, présents dans toutes les entreprises, et qui malgré tous leurs défauts, et malgré la politique criminelle de leur parti, jouissent, avec bien des réserves certes, et des sentiments mitigés, mais au moins dans une certaine mesure, de la confiance de leurs camarades de travail.

C'est pourquoi, dans la lutte fondamentale qui nous oppose au stalinisme pour arracher la classe ouvrière à son emprise, nous ne pourrons remporter la décision que si nous sommes capables de gagner à nous suffisamment d'éléments prolétaires, que si nous sommes capables de former la phalange de militants ouvriers qui constitueront l'ossature du parti révolutionnaire.

C'est une tâche qui ne concerne pas, loin de là, que les militants ouvriers. C'est une tâche dans laquelle les jeunes révolutionnaires d'origine intellectuelle peuvent au contraire jouer un rôle capital, à condition de faire preuve de suffisamment de dévouement et de persévérance.

Il ne suffit pas, bien sûr, d'aller se promener en cortège aux portes des usines, même avec un drapeau rouge en tête, les jours de grandes luttes ouvrières.

Mais ce ne sont pas les tâches qui manquent.

Dans toutes les entreprises de ce pays, il se trouve au moins quelques ouvriers prêts à engager une activité. Mais à chaque fois que l'un d'eux relève la tête, il trouve contre lui, non seulement la répression patronale, mais encore celle des appareils syndicaux, infiniment plus insidieuse, et plus démoralisante.

Pour continuer la lutte, ces militants ouvriers ont besoin de sentir qu'ils ne sont pas isolés, que leur propre action s'intègre dans un travail infiniment plus large. Pour lutter, ils ont besoin de l'aide multiforme d'une organisation, et de camarades extérieurs à l'entreprise.

Je n'insiste pas sur ce point qu'un camarade illustrera tout à l'heure.

Mais je voudrais seulement dire que tout cela n'est pas une simple vue de l'esprit, que des militants ont déjà l'expérience de ce type d'activité, et que malgré les difficultés passées et présentes auxquelles ils se heurtent, le bilan de cette expérience est largement positif.

Et ce n'est précisément que dans ce type d'activité, que peut s'ébaucher le parti ouvrier révolutionnaire de demain.

Le parti révolutionnaire, ce n'est pas une organisation ouvrière coexistant à côté d'une organisation étudiante.

Le parti révolutionnaire, c'est une organisation de militants soudés entre eux, non seulement par un même idéal, mais aussi par les liens de cette confiance fraternelle dont parlait Lénine.

Nanterre : un Doyen "consterné"

Après les incidents graves du vendredi 31 janvier qui ont mis aux prises 300 étudiants contestataires avec les fameux appariteurs « musclés », au nombre d'une centaine, chargés de faire régner l'ordre à la Faculté depuis la dernière rentrée universitaire, le doyen M. Beaujeu s'en est expliqué de la façon suivante :

« — Les forces de police avaient pour consigne de chercher à s'emparer des agresseurs, déclare le doyen, M. Beaujeu. Comme elles ne pouvaient entrer à l'intérieur de la Faculté, j'ai alors autorisé les huissiers à circuler dans les bâtiments et à remettre aux mains de la police ceux des agresseurs qu'ils pourraient reconnaître. Je leur ai fait la recommandation formelle de n'employer aucune arme et d'éviter la violence.

« — Je suis consterné de savoir que ma consigne n'a pas toujours été respectée, précise ensuite M. Beaujeu. Mais il faut faire la part du climat de violence qui sévit à la Faculté et des injures, des humiliations et des menaces de mort dont ces appariteurs ont été l'objet. »

Ainsi, M. Beaujeu l'a reconnu lui-même, ce sont ses « appariteurs qui ont, dépassant les « consignes », utilisé la violence.

Mais cela ne l'a pas empêché de déclarer samedi soir à la télévision que la faute des incidents revenait à 50 meneurs étudiants, ... de véritables « gangsters », selon le vénérable doyen.

Et aujourd'hui, ce sont 15 étudiants qui sont inculpés, dont 7 écroués, pour violence et dépradation.

Comme quoi, à Nanterre, quand on dépasse les consignes, il vaut mieux être « appariteur »...

Une scène désormais classique du quartier latin
(Photo A.F.P.)

à Angers

Les antimilitaristes passent en jugement

Nous reproduisons ci-après des extraits de deux correspondances collectives reçues d'Angers.

LE 22 janvier s'ouvrait dans la ville archi-réactionnaire d'Angers, le procès de cinq camarades libertaires, accusés d'avoir injurié l'armée par voie d'affiches.

Les nuits précédant le procès, des équipes de militants avaient collé des affiches, invitant la population à se rendre au tribunal et la veille deux militants furent appréhendés et molestés par les policiers ; l'un d'eux eut ses lunettes brisées.

En effet, les inculpés avaient collé des affiches annonçant : « Quand on est con, on est con ; quand on est encore plus con, on est m... » *Détail amusant, si les militaires ne s'étaient manifesté, peu de gens auraient eu connaissance de ces slogans ; à Angers, les affiches sont vite déchirées.*

A l'occasion de leur arrestation, la « Ligue des Droits de l'Homme » avait fait paraître cette note :

Peut-on admettre en effet :

1. Qu'à l'occasion d'une perquisition, effectuée sans mandat, on force, à coups d'épaule, la porte d'un appartement privé ?

2. Qu'on arrête — toujours sans mandat — des citoyens contre lesquels ne se portent que des soupçons et qui n'ont nullement été pris en état de flagrant délit ?

3. Qu'on les garde plusieurs jours dans les locaux de la police pour les relâcher ensuite, sans plus d'explication ?

4. Qu'enfin — pour un délit de caractère politique — on les soumette aux rigueurs de l'examen anthropométrique, comme des délinquants de droit commun ?

Le Comité pour la liberté, contre la répression, avait, lui, délégué comme « témoins de moralité », Guérin, Lebel, Siné, Lapassade, etc.

Le jour du procès, 450 personnes se pressaient dans la salle des Pas-Perdus, dès 14 heures. Le président, affolé, refusa l'accès du prétoire aux mineurs. (Ce qui fit dire : « Alors, pourquoi nous envoie-t-on à 18 ans à la boucherie ? ») Ce qui eut pour effet immédiat de faire monter la fièvre parmi les assistants.

Slogans et chants révolutionnaires fusaient de l'extérieur, alors que 150 personnes, ayant pris place dans l'enceinte du tribunal, applaudissaient à tout rompre l'écrivain Daniel Guérin (qui succédait à G. Lapassade), venu témoigner en faveur des inculpés. Ce dernier, accusé par le président de tenir des propos antimilitaristes (il n'avait fait que rappeler les précédents littéraires et artistiques d'une tradition vieille de plusieurs siècles), déclara : « Je demande au tribunal de m'inculper pour injures à l'armée. » *C'est alors que l'un des témoins, le dessinateur Siné, bondit dans le prétoire en insultant le tribunal et l'armée, et demanda son inculpation et son arrestation immédiates.*

Un brouhaha indescriptible s'établit, et le président, protégé par le commissaire divisionnaire d'Angers, ordonna l'évacuation de la salle. Devant le refus d'obéir, les flics, matraques à la main, firent évacuer de force le tribunal. Regroupés dans la salle des Pas-Perdus, les manifestants tentèrent d'enfoncer les portes du prétoire, ou l'affolement était à son comble. Puis, repoussés par les forces de l'ordre, ils s'assirent dans la salle des Pas-Perdus. C'est à ce moment que, sauvagement, les flics matraquèrent l'assistance au sol, faisant deux blessés qui durent aller à l'hôpital pour y recevoir des soins (points de suture), ainsi que de nombreuses personnes blessées plus légèrement par les matraques (dont Siné, le plus touché). Les vitres du palais de justice volèrent en éclats et les manifestants se trouvèrent refoulés devant le palais.

A l'extérieur, quelques pierres volèrent, puis, après un long affrontement muet (alors que nous laissions un passage aux policiers en criant « le fascisme passera »*), une compagnie de gardes mobiles arriva, qui nous pourchassa à travers le parking.*

Les manifestants se regroupèrent plus loin.

Pendant ce temps, dans l'enceinte du tribunal, J.-J. Lebel témoignait pour les inculpés et déclarait leur apporter la solidarité des révolutionnaires, dénonçant le rôle de « chiens de garde du capital » *de l'armée. Pour conclure, il affirma sa solidarité entière aux inculpés et déclara reprendre à son compte les termes de l'affiche incriminée.*

Les prévenus et témoins sortis de l'audience, une manifestation groupant 400 personnes s'organisa spontanément pour aller dans le centre de la ville expliquer aux Angevins ce qui s'était passé et appeler à participer à un meeting contre la répression le soir-même. Pour la première fois depuis mai, les Angevins, sidérés, virent flotter les drapeaux rouges et noirs.

Le soir, un millier de personnes (en majorité des travailleurs) se pressaient au meeting contre la répression. Cette affluence, sans pareille depuis les manifestations contre la guerre d'Algérie, montrait la détermination des Angevins à lutter contre la répression qui, ici comme ailleurs, sévit chaque jour sous différentes formes. A la fin du meeting, deux des principaux responsables des forces de « l'ordre » furent sommés par les participants d'expliquer leur comportement. Ce qu'ils ne purent, bien entendu, faire.

La justice bourgeoise fut démystifiée, le pseudo-libéralisme du gouvernement démasqué et mis à nu par l'intervention des forces de « l'ordre » (qui ne s'étaient pas manifestées en mai à Angers).

La preuve fut faite qu'à Angers comme partout, la lutte continuait et que les menaces et mesures de répression quotidienne et d'intimidation contre le mouvement révolutionnaire étaient vaines.

AU LYCÉE J.-DECOUR

LE mardi 28 janvier, Kaspereit, député gaulliste du 9e, devait venir au lycée J.-Decour (la loi Edgar Faure sur la participation stipule que six personnalités locales doivent être nommées au conseil d'administration).

Depuis deux jours déjà, le bruit de grève circulait et les militants du C.A.L. se réunirent le lundi pour décider de l'action à mener.

A 8 heures du matin, les lycéens eurent la surprise de recevoir un tract de l'U.N.C.A.L., appelant à une assemblée générale pour 10 heures. Bon nombre de camarades firent la remarque que la J.C. avait senti venir le vent. Le C.A.L. appela aussi pour 10 heures.

Six cents lycéens se rendirent à l'assemblée générale.

Le C.A.L. proposa la grève avec occupation pour protester contre la venue de Kaspereit arbitrairement nommé par l'Administration. Il exiga le retrait des flics de devant le lycée et la reconnaissance de l'A.G. comme assemblée souveraine du lycée.

L'U.N.C.A.L. proposa que des pétitions soient présentées à Kaspéreit et qu'un dialogue s'engage au conseil d'administration. Il n'appela pas à faire grève mais affirma que si Kaspereit refusait de répondre à ses questions, alors peut-être... Cette proposition fut accueillie par un tollé général. Les militants de la J.C. ne purent plus reprendre la parole, tant le tumulte était fort quand ils parlaient.

La grève fut votée à une écrasante majorité et on décida de passer des films sur mai l'après-midi.

Les films furent projetés pendant que le conseil intérieur essayait vainement de se mettre d'accord pour nous en donner le droit.

La projection fut interrompue plusieurs fois par des « fascistes » qui coupaient le courant et qui furent vidés de la salle **manu militari.**

La police n'intervint à aucun moment et Kaspereit préféra rentrer chez lui. Les lycéens ont montré qu'ils n'admettaient pas qu'une telle personnalité « défende leurs intérêts ».

MANIFESTATION AU LYCÉE ROOSEVELT A REIMS

POURSUIVANT la lutte qu'ils mènent depuis plusieurs semaines contre le règlement militaire de Roosevelt, les lycéens, devant les manœuvres du directeur, avaient décidé de faire du vendredi 24 janvier, une journée d'action.

Leur but : faire accepter le règlement intérieur qu'ils avaient élaboré. Aussi, ce matin-là, **après s'être rassemblés devant le lycée, ont-ils décidé de se rendre vers le centre de la ville.**

Vers 9 heures, 800 à 1.000 lycéens arrivaient place d'Erlon. Groupés sur le trottoir, ne gênant aucunement la circulation, scandant : « Le lycée aux lycéens », ils ont rencontré les C.R.S. Les lycéens se sont assis, les C.R.S. ont tapé, ont chargé. Plusieurs blessés, quelques interpelés. Les lycéens se sont regroupés sur le lycée Roosevelt et l'ont occupé. Le recteur a décidé la fermeture. Les flics l'ont cerné.

Actuellement, les lycéens font eux-mêmes l'administration (grève administrative), les cours peuvent néanmoins reprendre.

Il n'en reste pas moins que même face à une action pacifique, la répression s'est exercée.

Les droits de l'écrivain en U.R.S.S.

SOUS le titre « Les droits de l'écrivain », **sont parus aux Editions du Seuil, cinq lettres d'A. Soljenitsyne à l'Union des Ecrivains et le compte rendu d'une séance du secrétariat de cet organisme, au cours de laquelle Soljenitsyne défendait ses écrits.**

Sous une forme très prudente — il faut peser ses mots si on ne veut pas se retrouver en « camp de travail » ou en asile de fous — c'est là un véritable pamphlet qui nous est parvenu, en fraude bien sûr, comme d'ailleurs la plupart des écrits de Soljenitsyne. Les lettres dénoncent les procédés d'une censure toute puissante qui ne dit pas son nom. Quant au compte rendu, il prendrait des allures de satire, de farce, si on ne le savait authentique et si les hommes avec lesquels on y voit discuter Soljenitsyne n'avaient le pouvoir de le faire retourner d'où il sort, en camp ou en exil, comme ils l'ont fait pour Daniel, Siniavsky et leurs compagnons.

Ces bureaucrates de la littérature, que nous voyons paraître dans Le Premier Cercle, *nous les retrouvons là, vivants, nourris, gavés de conformisme. Optimistes sur ordre. Tremblants de perdre leur place. N'osant écrire ce qui se passe autour d'eux et craignant qu'un autre le fasse à leur place. Pétris de vanité et de suffisance, convaincus que le fauteuil qu'ils occupent, auquel ils s'accrochent, leur transmet la science et la critique littéraire infuses.*

L'Union des Ecrivains ? Au travers d'eux, tout au plus une association de mauvais rédacteurs publicitaires qui, pour quelques privilèges, s'acharnent à vendre au poids du papier un produit invendable : la bureaucratie soviétique.

C'est contre ces gens-là qu'un écrivain soviétique sincère, honnête, doit défendre sa dignité d'auteur et combattre pour leur arracher le droit de dire ce qu'il voit, ce qu'il pense, même si ce n'est pas « dans la ligne ».

Et mener ce combat, c'est se retrouver en butte à des calomnies crapuleuses répandues à loisir par tous ceux qui sentent leur prestige et leur place menacés par une vision critique de la société. C'est voir ses manuscrits confisqués par les cambrioleurs de la police. C'est se sentir constamment sous la menace de mesures policières, puisque derrière l'Union des Ecrivains c'est la bureaucratie politique qui se tient, prête à jouer de la répression, si la mise sous le boisseau d'œuvres gênantes ne suffit plus.

Les Soljenitsyne, les Daniel, les Siniavsky mènent le combat pour avoir le droit de dire ce qu'ils pensent, d'écrire ce qu'ils voient, de ne plus avoir à rabâcher sur ordre les mêmes lieux communs à l'eau de rose sur le bonheur soviétique, les cosmonautes, les stakhanovistes, les barrages, la valeur rééducative des prisons et des camps.

Daniel et Siniavsky sont en prison. Soljenitsyne est à l'index. La liberté ne se donne pas. Elle se conquiert. Le combat continue pour elle en U.R.S.S.

EN TCHECOSLOVAQUIE

La fin d'une époque

DEPUIS l'enterrement de Jan Palach les dirigeants tchécoslovaques ont franchi un nouveau pas sur le chemin de l'avilissement servile qu'ils ont choisi à l'égard des bureaucrates russes. Jusqu'alors, ils ont tenté de concilier l'inconciliable : se faire passer pour les dépositaires des aspirations populaires tout en se faisant dans les faits les instruments des bureaucrates du Kremlin décidés à briser ces aspirations. Ils ont encore accepté, contraints sinon de gaieté de cœur, à donner un caractère quasi officiel à la puissante démonstration contre l'occupation que furent les funérailles de l'étudiant pragois. Certes, aucun dirigeant marquant n'avait assisté aux cérémonies. Certes, le gouvernement avait mobilisé toutes ses forces de répression pour mater, à la place et pour le compte des Russes, tous ceux qui ne se seraient pas contentés de pleurer le mort.

Mais, malgré les distances politiques et les précautions policières prises par les dirigeants pragois, Moscou ne leur pardonne plus la moindre complaisance à l'égard des aspirations du peuple tchécoslovaque. Les bureaucrates russes ne veulent plus de tergiversations. Ils veulent que leur politique soit imposée, au besoin par la force, au peuple tchécoslovaque. Et les dirigeants de Prague, amenés de capitulation en capitulation à bafouer la confiance que le peuple avait mise en eux, acceptent une fois de plus de s'incliner.

Dès le lendemain des funérailles, la police est intervenue avec la plus grande brutalité contre les jeunes qui manifestèrent leur sympathie à l'égard de Jan Palach et des idéaux qui l'ont poussé au suicide. Une vague de licenciements a lieu parmi les journalistes les moins enclins à écrire sur ordres. Le ministre de l'Intérieur déclare qu'il ne tolérera plus aucune manifestation.

Certains dirigeants des plus en vue commencent à reprendre à leur compte le vocabulaire et les accusations de Moscou. Nous n'en sommes plus à l'hommage hypocrite rendu aux motifs sinon à l'acte de Jan Palach. Ceux qui manifestent, de quelque façon que ce soit, leur haine, leur désaccord, ou seulement leur désarroi devant l'occupation russe, sont maintenant ouvertement accusés d'agir objectivement, sinon encore subjectivement pour le compte des forces impérialistes.

Les frontières politiques au sein de la direction s'effacent progressivement entre pro-soviétiques ouverts, réalistes et « libéraux ». Les réalistes tiennent le même langage que les pro-soviétiques et réclament la même attitude dure, les libéraux se taisent et couvrent de leur autorité — s'ils en ont encore — les agissements des deux premiers.

Pour le peuple tchécoslovaque ou tout au moins pour les plus combattifs de ce peuple, une époque est close. Celle où ils pouvaient croire à la « libéralisation » par le haut. Les événements ont montré qu'une telle libéralisation n'est pas possible. Ils montrent, semaine après semaine, que quelles que soient les bribes de légende qui entourent encore son nom, Dubcek, en qui le peuple avait mis ses espoirs de « libéralisation » par le haut, est amené à étouffer par la force toute libéralisation.

Ils montrent par la même occasion que, contrairement à la brève période du mois d'août, aujourd'hui, la lutte contre l'occupation russe passe par la lutte contre le régime Dubcek. Et dans cette lutte, s'il veut la mener à bien, le peuple ne peut, ne doit faire confiance même aux plus « libéraux » des dirigeants.

Japon

Les étudiants se sont répandus dans les rues de la vieille ville : un groupe de Zengakuren après une opération de dépavement.

(A.F.P.)

Après 22 heures de combat, la police japonaise a pris possession du campus universitaire de Hongo à Tokyo, qui était occuppé par les Zengakuren depuis près d'un an : les hélicoptères de la police envoient des gaz lacrymogènes sur le campus (23 janvier 1969).

(A.F.P.)

La journée d'action du 12 février

Le 12 février, la C.G.T. organise une journée nationale d'action. Les moyens en sont assez mal définis.

La C.G.T. demande aux travailleurs d'envisager des moyens particuliers d'action. Ici, on fera une grève de 24 heures, là, de trois heures, ou encore d'une demie heure. Ailleurs, on organisera un petit défilé autour de l'usine ou jusqu'à la mairie, et puis, ailleurs encore, on se contentera de signer des pétitions, ou d'envoyer des délégations à diable sait qui.

On comprend que cette tactique n'enthousiasme guère les travailleurs et que nombreux sont ceux qui se posent la question : à quoi cela sert-il ?

Mais d'abord pourquoi la C.G.T. engage-t-elle cette action ? Qu'est-ce qui l'y pousse ?

La hausse des prix, d'une part, la hargne des patrons à l'esprit revanchard, d'autre part, créent un mécontentement. La C.G.T. n'envisage nullement de donner une expression consciente à ce mécontentement pour en faire une force capable de faire mordre la poussière au patronat et à l'Etat. Elle sait que ce mécontentement existe mais qu'actuellement il n'est pas à un degré tel qu'il entraîne une colère et un esprit de combativité qui puisse menacer le régime. Alors, les dirigeants de la C.G.T. pensent pouvoir redorer leur blason qui s'était considérablement terni au printemps dernier, en s'affichant à la tête du mécontentement des travailleurs.

Elle peut d'autant mieux le faire que ses collègues de F.O. et surtout de la C.F.D.T. se désolidarisent de ses propositions d'action. Cette dernière surtout craint qu'en emboîtant le pas à la C.G.T. cela réveille un esprit combatif parmi les ouvriers à qui elle est apparue en mai comme une organisation gauchiste.

Ainsi donc, une fois de plus, nous assistons aux manipulations des directions syndicales spéculant sur le mécontentement des travailleurs.

Il est bien évident que les objectifs préconisés par la C.G.T., les moyens de lutte envisagés par elle ne peuvent faire aboutir les revendications des travailleurs. Mais il est bien évident que la passivité, préconisée par les autres centrales sous prétexte que les propositions de la C.G.T. sont insuffisantes, ne ferait pas non plus avancer les revendications des travailleurs.

Dans ces conditions, faut-il participer à la journée d'action du 12 février ?

Nous savons bien qu'une telle journée d'action ne fera faiblir ni le patronat ni le gouvernement. Que ce qu'ils n'ont pas lâché après plus d'un mois de grève en mai-juin, ils ne l'accorderont pas à la suite d'une journée d'action.

Mais une fois convaincus qu'il n'y a aucune illusion à se faire, qu'avons-nous à perdre à participer à une telle journée d'action ? Quelques heures de salaire en moins sur notre feuille de paie. La belle affaire ! Par contre, si nous restons passifs, si cette journée est un échec, d'une part, le patronat et le gouvernement en tireront la conclusion que la trahison des organisations syndicales en mai-juin a suffisamment écœuré les travailleurs pour qu'ils puissent, sans risque, attaquer notre niveau de vie, renforcer la surexploitation, augmenter les brimades, voire la répression.

D'autre part, pour les dirigeants de la C.G.T., un tel échec, loin de compromettre leurs affaires, aurait plutôt tendance à les améliorer. En effet, vis-à-vis de tous leurs militants qui s'inquiètent, à juste titre, qu'un mouvement de l'importance de mai n'ait pas apporté davantage de solutions positives, ils pourraient se justifier en prétendant que, eux, qui sont les chefs éclairés de la classe ouvrière, ils avaient raison de ne pas pousser trop loin la grève générale ; ils font ce qu'ils peuvent, eux, mais les masses ne suivent pas.

Nous pensons que nous ne pouvons pas donner la joie à nos exploiteurs, ni aux bureaucrates syndicaux, d'une passivité qui les arrange trop bien.

Alors, sans illusions, montrons que nous sommes encore là.

D'autant plus que justement le 12 février nos camarades italiens du secteur privé seront, eux aussi, en grève générale. Les directions syndicales ne font rien pour coordonner les luttes internationales. Profitons de ce que le hasard fasse concorder les dates de deux mouvements qui peuvent être importants pour donner à notre action un caractère international.

Le Parti Communiste réunionais et la grève des employés de banque à la Réunion

— **Traitements abondés d'un indice 1.50.**

— **Créolisation des cadres (qui ne résoudra pas le problème du sous-développement à la Réunion).**

Telles sont les principales revendications qui ont été à l'origine de la grève des employés de la banque de la Réunion et de la B.N.C.I., grève qui a duré 28 jours.

D'après les renseignements que nous avons pu avoir, cette grève a été soutenue, paraît-il, par toute l'opinion publique et a eu la sympathie des travailleurs des autres secteurs (enseignants, P.T.T., ouvriers, dockers, etc.).

Mais, si l'ensemble des exploités de ce pays a soutenu moralement et même financièrement les grévistes, il n'en reste pas moins que ce n'était pas une solidarité active et concrète comme l'affirme le P.C.R. Les travailleurs des autres secteurs sont mécontents, eux aussi ont des revendications à faire aboutir et, selon Témoignages, **ils brûlaient d'entamer la lutte, mais ils ont des illusions sur les syndicats et sur le P.C.R., et n'ont pas entrepris la lutte sans l'ordre de le faire. Et c'est parce que les travailleurs ont des illusions sur leurs dirigeants qu'ils ont respecté les directives des syndicats et du P.C.R. qui ne voulaient pas de lutte généralisée, et qu'ils n'ont pas pu exprimer activement et concrètement leur solidarité aux grévistes des banques. Etre activement et concrètement solidaire des exploités en lutte, cela veut dire lutter comme eux, avec la même énergie et la même volonté de vaincre. Mais cela n'est pas inscrit dans le programme de lutte du P.C.R. (si toutefois il en a un) et le 20 janvier il laisse percevoir son inquiétude en écrivant dans** Témoignages : **« Le mouvement de solidarité est appelé à s'amplifier et à se concrétiser davantage. Les patrons et la préfecture prendraient une lourde responsabilité en ne mettant pas un terme à ce conflit qui n'a que trop duré. » Cela rappelle les conseils que l'**Humanité **donnait en mai-juin aux patrons pour qu'ils récupèrent au plus tôt leurs usines. Et, devant la tournure des événements qui vont dans le sens d'un durcissement et qui pourraient aboutir à la paralysie complète du pays par une grève générale,** Témoignages **du 22 janvier écrivait : [la solidarité] « doit dans les jours qui viennent prendre des formes plus concrètes et plus actives.** Est-ce ce qu'attendent un banquier rétrograde et une administration préfectorale **attentive à sa volonté pour faire droit** aux modestes **et légitimes revendications des employés de la banque ? ».**

Les revendications sont en effet modestes, trop modestes et ce n'est pas le P.C.R. qui mettra en avant des revendications hardies pour tous les exploités du pays et qui les fera aboutir en organisant une lutte commune de tous. Au contraire il prie les dieux de la banque et de l'administration coloniale pour que « ce conflit qui n'a que trop duré » puisse être enterré aux frais des « modestes revendications » avant que les crève-la-faim de ce pays, las d'attendre que les brigands fassent droit à leurs « modestes revendications », ne se décident à faire table rase d'un « banquier rétrograde » et d'une administration aux services des pillards, des gangsters et des massacreurs de gens misérables.

Cela, les petits bourgeois du P.C.R. veulent à tout prix l'éviter, eux qui sont pour « l'autonomie » prévue par l'article 72 de la Constitution de... l'impérialisme français, constitution votée par les bourgeois, pour eux, et leur permettant de recouvrir d'un voile « légal », le pillage, l'oppression et les massacres qu'ils commettent aux quatre coins de l'Afrique et du monde.

Mais pour que l'avenir des travailleurs ne dépende plus du bon vouloir « d'un banquier rétrograde » il faudra que le peuple réunionnais se débarrasse de l'article 72, de la légalité constitutionnelle et de ses représentants réformistes, quelles que soit leurs étiquettes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Les droits syndicaux des fonctionnaires

APRES la parution au « Journal Officiel » de la loi sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise, pour le secteur privé, les travailleurs des services publics attendent avec intérêt la mise au point définitive du projet de loi concernant la fonction publique.

Dès maintenant, on peut affirmer que ce nouveau texte réglementaire ne changera pas grand-chose à ce qui existait auparavant dans la plupart des établissements de l'Etat. Mais le projet permet déjà d'apprécier exactement ce que fut, pour les directions syndicales, la « grande victoire » des grèves de mai puisque la réglementation des droits syndicaux était pratiquement l'unique résultat obtenu par la fonction publique en dehors des avantages communs à tous les travailleurs obtenus sur le plan national.

Le futur texte et celui déjà publié pour les entreprises privées se ressemblent énormément. Tout d'abord, ce projet prévoit un crédit global d'heures égal à une heure par agent et par an, réparti entre toutes les organisations syndicales. Ce nombre d'heures alloué à la section syndicale équivaut donc pour le secteur public à l'institution des délégués syndicaux dans le secteur privé. La différence étant tout de même que ces heures peuvent être prises par plusieurs personnes, au lieu qu'elles soient réservées à un ou deux délégués désignés. De toute façon, s'il n'y a pas de délégués désignés, ces heures étant comptabilisées par les directions syndicales seront réparties par celles-ci selon des critères bureaucratiques. Dans ce cadre-là, il est évident qu'il sera difficile pour le militant de base d'obtenir quelques heures pour réaliser une activité syndicale. Pour lui, il faut seulement espérer que l'administration ne retire pas les usages qui se pratiquent normalement dans beaucoup d'entreprises (possibilités de se déplacer sur les lieux de travail, de s'absenter une heure de temps en temps).

Quant à l'affichage, il devrait se faire sur des panneaux situés hors de la vue du public. Et comme le public (c'est-à-dire les personnes étrangères à l'établissement) est admis à circuler librement dans les enceintes de tous les services publics (postes, perceptions, hôpitaux, ministères, etc.), cela restreint considérablement les possibilités d'affichage.

D'autre part, la collecte des cotisations et la diffusion des informations, ainsi que les réunions syndicales, seraient interdites pendant les heures de service. Là encore, il s'agit d'une entrave à un usage qui se pratique couramment dans la plupart des entreprises de l'Etat.

Donc, ce projet de texte n'apporte rien de nouveau à l'ensemble des travailleurs de la fonction publique — quant à leurs droits syndicaux.

Il peut, dans certains cas, obliger quelques directeurs d'administration à accorder ce qu'ils avaient refusé jusqu'à présent. Mais dans l'ensemble, il est loin de codifier la pratique existante.

Le problème pour les militants syndicaux est donc de savoir si l'administration va continuer à tolérer les usages ou bien si, au contraire, elle va profiter de l'occasion qui lui est offerte par cette réglementation pour interdire maintenant ce qu'elle a longtemps toléré. Ce projet est le reflet même de la trahison des directions syndicales envers les grévistes de mai. Car c'est sur ces vagues promesses que les dirigeants syndicaux mirent fin à une grève qui avait pourtant fait tout espérer. L'exemple le plus frappant est l'abandon de revendications très importantes par les bureaucrates, lors des discussions avec l'Etat. En effet, à aucun moment nous n'avons vu les dirigeants syndicaux reprendre la demande faite pourtant par bon nombre de grévistes : la création de délégués du personnel, ainsi qu'il en existe dans les entreprises privées.

Les grèves de 1936 avaient obligé les patrons à accorder des délégués du personnel aux ouvriers. Cette conquête importante des travailleurs, la fonction publique n'en a jamais bénéficié. Bien au-delà des droits syndicaux tels qu'ils étaient formulés par les directions syndicales, les délégués du personnel étaient un objectif à atteindre que le mois de mai aurait pu permettre d'obtenir. Au lieu de cela, les syndicats ont discuté de broutilles avec l'administration. Ils ont fait reprendre le travail sur ces semblants de « concessions ». De l'aveu même de Maurice Schumann, « la conclusion de cette promesse (reconnaissance des droits syndicaux) a été parfois l'une des conditions de la reprise du travail » (discours à l'Assemblée nationale du 4 décembre 1968).

Le résultat est là pour l'attester !

Le désir des syndicats de s'intégrer de plus en plus à l'Etat bourgeois, et par là de participer à la gestion de la société, leur font négliger, voire même abandonner, la défense des travailleurs eux-mêmes.

Mais, les droits syndicaux dans la fonction publique, comme partout ailleurs, seront, au-delà des textes réglementaires, ce que les travailleurs décideront qu'ils soient. C'est par leur combativité qu'ils imposeront, comme ils l'ont fait déjà dans le passé, les libertés essentielles auxquelles ils ont droit.

● à la R.A.T.P. :

« Modernisation » ou aménagement de la misère

ON pourrait croire que la modernisation du réseau de la R.A.T.P. signifie des transports en commun plus rapides, plus confortables, plus fréquents pour les Parisiens.

En fait il s'agit pour le gouvernement de réduire le fameux « déficit » en diminuant les frais au maximum : ce que les industriels de la région parisienne (à qui l'Etat offre le transport gratis de leur main-d'œuvre) ne paient pas, ce sera aux travailleurs transbahutés chaque jour et aux agents de la R.A.T.P. de le payer.

Voici comment fut conçue la « modernisation » des transports parisiens : en 1965, le gouvernement décide que 4 500 à 5 500 agents de la R.A.T.P. devaient être supprimés au cours du Ve Plan ainsi que les lignes d'autobus « non rentables ». L'objectif doit être atteint aux alentours de 1970.

Pour le réseau routier, cela se traduit par la généralisation des bus « à un seul agent », la suppression des receveurs et des buralistes (qui distribuent les cartes hebdomadaires).

Pour prendre un exemple particulier, celui du dépôt d'autobus des Lilas, les prévisions du Ve Plan se réalisent de la manière suivante : les bus 69 et 76 sont supprimés le dimanche. Le 122 ne fonctionne plus qu'avec un seul agent. Les 129, 121, 55, 96 sont à un seul agent le dimanche jusqu'à ce qu'ils le soient en semaine. En attendant l'instauration du contrôle automatique des billets, le machiniste d'un autobus sans receveur doit donc, et « faire la recette », et conduire son engin : les voyageurs, eux, devront attendre plus longtemps à chaque arrêt, et la moyenne horaire des autobus parisiens, déjà ridicule, en baissera d'autant (rationalisation oblige !)

Quant aux receveurs et buralistes qui devront disparaître, ils se demandent ce qu'ils vont devenir, car bien sûr, rien n'est prévu, aucune garantie n'est donnée. En dehors de vagues promesses, ils ne savent pas s'ils seront reclassés et dans quelles conditions de travail et de salaires.

Et pourtant, du personnel, on en manquerait plutôt, à la Régie. Les tableaux de marche (c'est-à-dire les programmes de roulement des autobus) sont calculés au plus serré, afin d'utiliser le minimum de personnel. Le temps de parcours de chaque ligne est souvent réduit. Il en résulte que pour beaucoup d'agents, les minutes de repos qui leur sont dues après chaque tour et qui représentent 10 % du temps de parcours, leur passent sous le nez, car la direction s'arroge le droit de répartir ces 10 % globalement sur toute la journée à sa guise, et non après chaque tour au gré du travailleur.

Le personnel est tellement réduit, qu'il faut faire des prouesses mathématiques pour établir les tableaux de roulement. A tel point que les quelques jours de repos supplémentaires obtenus en juin ne pouvaient être appliqués intégralement avant novembre 68, soi-disant parce que les tableaux étaient impossibles à faire avec le personnel en place !

En outre, les travailleurs du réseau peuvent de moins en moins obtenir les jours fériés qui leur conviennent. Aux Lilas, ils doivent s'inscrire 2 mois à l'avance, et encore, ils ne les obtiennent pas forcément, toujours faute de personnel suffisant. Sans compter que chaque agent fait le plus souvent des services de grande amplitude (avec coupure au milieu de la journée) pouvant atteindre 13 h par jour. Pour réduire ces horaires particulièrement pénibles, il suffirait d'embaucher plus de personnel, et de réduire sensiblement le temps de travail.

Le gouvernement parle de « personnel inutile », veut supprimer plusieurs milliers d'agents. Il veut « rationaliser ». Quant aux receveurs, aux machinistes, qui font leur navette tous les jours, ils s'aperçoivent surtout qu'il n'y a pas suffisamment de personnel, et que leurs conditions de travail en pâtissent.

A la R.A.T.P., la rationalisation consiste essentiellement à faire des économies : pour des stations de métro en voie de construction, des lignes d'autobus, des services du dimanche supprimés ; pour un autobus « modernisé » — moins de places assises mais on pourra mieux s'entasser debout — un salaire de moins à payer, celui du receveur... C'est ça, le progrès capitaliste !

● Travailleurs intérimaires :

la difficulté de s'organiser

LES « boutiques » dites d'intérim ou d'assistance technique fleurissent sur le pavé de la capitale. Il suffit de consulter les « petites annonces » pour s'en rendre compte. Ainsi, il n'est pas une entreprise qui n'ait des « loués » à la production ou au bureau.

Cependant, quelles sont les conditions de travail que les ouvriers de ce secteur ont à subir ?

Tout d'abord, rares sont les maisons qui assurent un contrat de travail. C'est ainsi que, lorsque notre engagement à l'extérieur prend fin (on est souvent prévenu du jour au lendemain), on se retrouve au chômage ou reclassé ailleurs à une autre qualification... s'il y a du boulot !

Les avantages sur le plan salaire sont certains mais minimes toutefois, car l'on risque de travailler dix, onze mois ou moins dans l'année.

Les rapports avec les employeurs se veulent paternalistes et surtout individuels : « Pas tout le monde dans le même panier. » On n'a jamais en face de nous qu'un ami qui nous écoute, nous conseille de ne pas « brûler les étapes », d'être docile (« Notre personnel n'intervient jamais en cas de grève », dit Manpower).

Ainsi, pour avoir de la « rallonge », il faut jouer le jeu. Si on ne veut pas, on peut toujours partir !

La cause essentielle de ce genre de rapports entre employés et employeurs, c'est l'isolement des travailleurs. Ainsi, à Intertechnique, la Société française d'Assistance technique place une centaine d'employés : techniciens, dessinateurs, câbleurs. En plate-forme nucléaire, sur 40 agents techniques, 17 sont de la S.F.A.T.

Lors des jérémiades et des atermoiements de leur employeur aussitôt qu'il était question de salaire, les 17 agents techniques se réunissaient, se mettaient d'accord sur une lettre avec demande de réponse sous huitaine (signée par tous) sur tous les problèmes qui se posaient :
— augmentation des salaires ;
— prime de fin d'année ;
— prime journalière de déplacement.

La réaction fut immédiate : on nous proposait des entrevues individuelles. Une délégation se rendait chez le patron et réussissait à obtenir augmentations de salaire et prime de fin d'année pour ceux qui avaient plus de quatre mois de maison (7 sur 17).

Le patron, tout en divisant les travailleurs, avait reculé d'un pas, il pouvait reculer de deux et augmenter tout le personnel.

S'il ne l'a pas fait, c'est parce que nous n'avons pas su être aussi fermes que lui.

Partout où les conditions d'une action sont créées et que cette action est menée, elle doit servir d'exemple : les dessinateurs et les câbleurs se consultent à ce sujet.

Le travailleur, qu'il vende sa force de travail à un capitaliste ou qu'il passe par un intermédiaire, doit refuser d'être un paria, d'être atteint dans sa dignité de travailleur. Il doit lutter, se défendre.

Or cette confiance, elle ne découle pas automatiquement du programme ou des statuts du parti. Elle ne peut se créer qu'au cours d'une activité commune, qu'être le fruit de cette activité commune, ciment de l'unité du parti révolutionnaire.

Camarades,

Depuis mai, le problème numéro un que se pose la fraction la plus politisée du mouvement étudiant, est celui de la liaison de ses luttes avec les luttes ouvrières.

Eh bien, ce problème, c'est en fait celui de la construction du parti révolutionnaire.

Et si le 1/10 des étudiants qui se trouvaient sur les barricades, était prêt à dépenser, ne serait-ce que le 1/10 du dévouement dont ils ont fait preuve en mai et juin, dans une activité moins spectaculaire certes, mais non moins efficace, alors, soyons-en sûr, dans les livres d'histoire de demain, l'acte de naissance du parti révolutionnaire français sera daté de mai 1968.

Et à voir cette salle, ici, ce soir, camarades, on ne peut être qu'optimiste.

2e intervention

Il est impossible de comprendre la tâche d'un militant révolutionnaire en usine et surtout les difficultés qu'il a à vaincre, sans connaître le poids de l'appareil stalinien dans l'entreprise.

Mai a donné un exemple de la puissance et de la redoutable efficacité de cet appareil. A quelques rares exceptions près, la C.G.T. n'a jamais perdu le contrôle de la situation. Elle a su, au début du mouvement, larguer les amarres et se mettre à la tête de la grève pour mieux la contrôler. Elle a su organiser des piquets de grève, composés de ses propres militants, tout en démobilisant les ouvriers du rang.

Elle a su isoler chaque entreprise des autres, fractionner la lutte d'ensemble de la classe ouvrière en une multitude de luttes partielles, entreprise par entreprise. Et au moment voulu, elle a su, à contre courant et contre la volonté de la majorité des ouvriers, faire reprendre le travail.

Au mois de mai, l'appareil de la C.G.T. a montré clairement qu'il était la principale force conservatrice au sein de l'entreprise.

Depuis mai, la C.G.T. a certes perdu de son influence. Les élections de délégués ont marqué dans la plupart des grandes entreprises un recul des suffrages cégétistes. Cependant, elle reste encore et de loin le principal et le plus influent des syndicats. Elle recueille 70 % des suffrages et ce chiffre est encore en-deçà de son poids réel.

Le poids de l'appareil stalinien dans les entreprises

C'est à travers ce syndicat et les possibilités qu'il offre que le Parti Communiste exerce son emprise sur la classe ouvrière. Plus même, le Parti Communiste n'existe pour ainsi dire pas dans les entreprises en dehors des structures syndicales.

Les seuls militants du P.C. qu'on rencontre sont des militants syndicaux, et encore le terme « militants syndicaux » ne veut pas dire grand chose ; car les seuls dont la présence se manifeste réellement à l'atelier et au bureau, ce sont ceux qu'en jargon syndical on appelle « les élus ».

Pour le P.C., pour la C.G.T., militer peut dire être élu, soit délégué du personnel ou au C.E., soit désigné par l'appareil syndical comme représentant au C.E. ou comme délégué syndical. Cela suffit, et largement à caser tous ses militants.

Cela suffit par la même occasion à garantir la mainmise complète de l'appareil stalinien sur le syndicat. Car à de rares et brèves exceptions près il n'y a pas de vie syndicale dans l'entreprise en dehors du cercle restreint des élus. Volontairement, consciemment, l'appareil décourage toute activité, toute vie, et même toute tentative de réunion syndicale en dehors des heures de travail.

Au contraire, les seules réunions syndicales qui se tiennent ont lieu pendant les heures de travail, ce qui écarte automatiquement tout ouvrier du rang. Ou, plus exactement, si l'appareil syndical estime que l'ouvrier en question mérite de participer aux réunions, il se débrouille pour lui trouver des heures en tant que représentant.

Pour prendre un exemple concret, l'Alsthom à Saint-Ouen, où je travaille, dans le secteur Delle, pour un collège de 340 ouvriers inscrits, il y a :

6 délégués du personnel titulaires à 15 heures par mois,

6 délégués du personnel suppléants à 10 heures par mois,

7 délégués au C.E. titulaires à 20 heures par mois,

7 délégués au C.E. suppléants à 10 heures par mois,

plus un représentant syndical au C.E. à 20 heures et un délégué syndical à 15 heures,

et la direction accorde à un représentant syndical le droit d'assister aux réunions mensuelles de délégué du personnel.

Ce qui fait, au total, pour le seul collège ouvrier où la C.G.T. était seule jusqu'à cette année à présenter des candidats, qu'elle pouvait faire attribuer un crédit d'heures à plus de 25 militants sur les 340 ouvriers que compte le collège.

La bourgeoisie attribue donc un certain nombre d'heures à son aristocratie ouvrière, mais c'est l'appareil et lui seul qui est dispensateur de ces précieuses heures. Pour y avoir droit il faut montrer patte blanche. Et si un ouvrier montre la moindre velléité d'opposition, il en est écarté par l'appareil et de ce fait, même s'il n'est pas exclu, il ne participe plus à la vie syndicale.

La raison principale de l'emprise du Parti Communiste sur la C.G.T. est sa mainmise bureaucratique sur l'appareil syndical.

Mais il n'y a pas que cela. Il est certain que le Parti Communiste dispose de par le pays de milliers, de dizaines de milliers de militants.

Des militants qui sont surtout dévoués et combatifs mais que le Parti Communiste aura formés et sélectionnés en fonction de leur discipline et de leur obéissance envers l'appareil.

Et pour les ouvriers combatifs, mieux vaut encore la C.G.T. et le P.C. que rien du tout, c'est pourquoi le P.C.F. a réussi à garder son influence sur la classe ouvrière, malgré ses trahisons incessantes.

Car le prolétaire du rang juge bien plus la C.G.T. et le P.C. à travers le militant qu'il côtoie tous les jours, qu'à travers l'orientation dictée par Séguy et Waldeck. Cela se maintient depuis des années, et ne pourra changer que dans la mesure où les révolutionnaires seront capables d'offrir une autre alternative que celle d'aller au P.C. ou ne rien faire ; de laisser en définitive comme choix aux ouvriers les plus conscients que celui de déchirer ou rendre leur carte, ou de s'intégrer à l'appareil syndical et politique en place.

Face à l'appareil, face aux militants staliniens, les révolutionnaires sont isolés et peu nombreux. Pourquoi ?

En premier lieu, parce que le lent travail syndical d'explication, d'organisation élémentaire des ouvriers, d'apprentissage conscient du but du mouvement et de la démocratie ouvrière, ce lent travail, base d'activité des militants syndicaux de la belle époque, cela le stalinisme l'a tué.

A tel point que, même dans la tête des ouvriers, le syndicat c'est un machin qui doit donner des directives, décider des mots d'ordre, diriger les grèves et avoir ses délégués.

Et quand les militants révolutionnaires débouchent sur un travail syndical concret, c'est bien souvent avec étonnement que les ouvriers regardent ces militants qui passent leurs heures de délégués dans l'atelier, qui refusent de faire des réunions syndicales sur leurs heures de délégué, qui demandent l'avis des ouvriers et qui donnent la parole à tous ceux qui ont quelque chose à dire.

Le stalinisme a tellement pesé sur plusieurs générations qu'il est même difficile de faire comprendre ce qu'est une assemblée démocratique du personnel, un conseil d'équipe prenant lui-même ses décisions après avoir écouté tous les avis.

Le P.C.F. contre les militants révolutionnaires

Néanmoins, là où les militants révolutionnaires s'attèlent sérieusement à la tâche, il est bien rare qu'une minorité d'ouvriers conscients ne s'intéresse pas à l'activité militante, en acceptant de sacrifier un peu de leur temps et de leur argent à la défense des intérêts de leur classe.

Cependant dès que dans un secteur quelconque les syndiqués commencent à se préoccuper des affaires de leur syndicat, dès qu'ils cherchent dans les faits, sinon consciemment, à s'émanciper de la pesante tutelle de l'appareil, celui-ci réagit. Il préfère sacrifier ce secteur plutôt que de donner aux ouvriers des habitudes qu'il estime à juste raison dangereuses pour son emprise.

Par la force des choses, c'est avec ses jeunes que la C.G.T. a le plus souvent des problèmes. Toutes les difficultés que rencontre la direction syndicale avec les commissions de jeunes sont là pour en témoigner.

Pour citer l'exemple de l'Alsthom, il y a un an et demi, ses révolutionnaires ont impulsé une commission de jeunes C.G.T. qui a réuni régulièrement plus de 20 jeunes de l'usine sur leurs problèmes propres et pas pour discuter du bal des catherinettes.

Pourquoi venaient-ils ?

D'abord, parce que c'était sympa, ensuite parce qu'ils n'avaient pas l'occasion syndicalement d'exposer la misère de leur situation d'exploités et surtout parce qu'il n'y avait pas de vieilles barbes du syndicat (les élus dont j'ai parlé tout à l'heure) pour écraser tout ce qu'ils avaient à dire sous le poids de leur autorité. Cela n'a pas duré longtemps, deux mois pas plus. Le temps pour le P.C. de s'apercevoir qu'un sale gauchiste était à l'origine de la création de la commission jeune et de l'exclure. Depuis, il n'y a plus de commission de jeunes, et cela se passe pratiquement dans toutes les usines de la même façon, que ce soit dans la chimie ou chez les cheminots, dans la métallurgie ou l'électricité.

Voilà dans quelles conditions le militant révolutionnaire doit entreprendre sa tâche. Et dès qu'il le fait, dès qu'il apparaît ouvertement ou dès qu'il est simplement soupçonné, avant même qu'il puisse s'entourer de quelques sympathisants, il déclenche contre lui-même toute la hargne de l'appareil syndical. Celui-ci n'est pas regardant dans le choix des moyens. Tout est bon pour briser physiquement et moralement le militant révolutionnaire, tout est bon pour le couper de ses camarades, pour l'entourer de suspicion.

La direction syndicale n'hésite pas à employer la calomnie, la dénonciation au patron et l'agression physique.

Comprenez bien qu'un ouvrier qui voit le militant révolutionnaire de son atelier, se faire exclure du syndicat, recevoir chaque semaine des délégations de bureaucrates qui viennent l'engueuler, quand il voit que tous les trois mois il est attaqué nommément et couvert de boue par le P.C.F. dans ses tracts, quand il voit ce camarade de travail se faire traiter de vendu au patron, à la Chine ou à la Préfecture suivant les cas, de diviseur et de provocateur, l'ouvrier qui aurait des sympathies gauchistes y regarde à deux fois avant de s'engager et se heurter aux staliniens.

J'ai, pour ma part, été licencié d'une usine (SKF à Ivry) 15 jours après que le P.C.F. ait réclamé mon licenciement par tract.

C'est justement pour cela que le P.C.F. n'hésite pas à cogner quand c'est nécessaire, à utiliser les pires calomnies pour terroriser les sympathisants gauchistes.

A Saint-Ouen, pour prendre cet autre exemple, un camarade qui a milité pendant de nombreuses années au Parti Communiste s'est taillé une large popularité en tant que secrétaire des Jeunesses Communistes locales.

Lorsqu'il a montré ses sympathies gauchistes, le Parti Communiste a décidé de couper les ponts, de forcer les militants du Parti Communiste et les jeunes des Jeunesses Communistes à rompre toute relation avec leur camarade.

Pour cela, il n'a pas hésité à déverser dans la feuille locale du Parti, les calomnies et les pires insanités, allant jusqu'à accuser un de ses camarades attaqué en même temps que lui, d'être un pédéraste.

C'est malhonnête, bien sûr, mais tous les moyens sont bons.

Pour briser les ouvriers gagnés aux idées révolutionnaires, le Parti Communiste n'hésite même pas à encourir le risque d'être désapprouvé par les ouvriers.

La nécessité d'une organisation révolutionnaire

Face à cela les ouvriers révolutionnaires ne peuvent résister victorieusement à la hargne du P.C. que s'ils ont la certitude de pouvoir répondre aux coups qu'on leur donne, que s'ils ont les moyens techniques de répondre aux calomnies par des explications, aux prises de paroles avec des haut-parleurs, par des prises de paroles avec des haut-parleurs, aux lignes politiques fausses par des lignes politiques justes, et cela, seule UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE, SEUL UN PARTI PEUT EN OFFRIR LA POSSIBILITE.

Si nous sommes capables de bâtir cette organisation, tous les espoirs sont permis.

Car Mai a prouvé qu'il existe dans ce pays des milliers d'ouvriers jeunes et moins jeunes qui sont potentiellement des militants révolutionnaires. Mais ils sont dispersés et isolés au sein de leur entreprise. Et chaque fois qu'un d'entre eux lève la tête, chaque fois qu'il se dresse face aux appareils sclérosés et conservateurs pour faire entendre sa voix, il se heurte à une puissante coalition.

Notre tâche essentielle, primordiale, c'est de GAGNER CES MILITANTS POTENTIELS. C'est de bien montrer, par le sérieux de notre action et par l'exemple que nous pouvons donner à leur action individuelle, un poids tel qu'ils puissent résister à la répression des appareils.

C'est en un mot, leur inspirer confiance, en les rendant confiants en eux-mêmes et vis-à-vis des idéaux et des possibilités révolutionnaires.

Et c'est là que la liaison entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier peut, et doit, se faire...

Les jeunes ouvriers qui en Mai sont venus aux idées révolutionnaires sont, dans leur immense majorité, isolés aujourd'hui au sein du monde du travail. Les contacts qui se sont ébauchés en juin dernier au cours des manifestations, des barricades, ou des discussions dans la Sorbonne, sont presque partout rompus. Les jeunes sont repris par la production et, le droit à la parole, ce sont les bureaucraties syndicales qui le monopolisent.

Comment un jeune ouvrier qui voudrait répondre aux affirmations des réformistes ou des staliniens pourrait-il le faire, seul ? Avoir l'idée, rédiger, éditer et diffuser, ne serait-ce qu'un tract défendant les idées révolutionnaires, exige des trésors de combativité, d'énergie et de courage pour un isolé. Pratiquement, ce n'est possible que lorsque existe un embryon d'organisation.

Nul n'ignore qu'à l'heure actuelle, les idées révolutionnaires, la flamme révolutionnaire, ce sont les jeunes étudiants qui en sont les héritiers, les dépositaires et les défenseurs. Mais chacun d'entre nous n'en est pas moins persuadé que seule la classe ouvrière peut transformer la société dans un sens socialiste.

Il est temps de mettre fin à cette séparation historique entre les idées révolutionnaires, d'une part, et le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, de l'autre. Il est temps et il est aujourd'hui possible d'unifier l'un et l'autre.

C'est à nous, ici présents, de fortifier la confiance dans les idées révolutionnaires de tous les jeunes ouvriers sur qui a soufflé l'esprit de Mai. Nous devons leur donner le goût et les moyens de s'exprimer en leur donnant confiance dans les révolutionnaires.

Nous devons être capables d'apporter à chaque travailleur révolutionnaire isolé dans son entreprise le moyen d'y faire la propagande révolutionnaire et d'y mener la lutte.

Nous devons lui fournir l'appareil humain et matériel nécessaire et suffisant pour résister aux appareils conservateurs. Cela, aujourd'hui, nous est matériellement possible. Depuis Mai, dans chaque entreprise du pays qui compte plus de 100 ouvriers, il y a un gauchiste potentiel.

A nous de lui amener les deux ou trois soutiens militants extérieurs qui lui permettront d'implanter et de défendre les idées révolutionnaires au sein de la classe ouvrière.

Nous le pouvons. Le faire ne dépend que de ce que nous déciderons de faire, ici, ce soir, et dans les semaines qui viennent.

3e intervention

LA première tâche qui s'impose aujourd'hui aux révolutionnaires de ce pays c'est de s'unir. En proclamant cela nous ne sommes ni des conciliateurs sans principe, ni des utopistes qui rêvons d'effacer tout ce qui divise pour ne retenir que ce qui pourrait unir.

Si *Lutte Ouvrière* joue les « Madames Bons Offices » de l'extrême-gauche, qualificatif dont on a cru nous accabler, c'est parce que l'unité de cette extrême-gauche est aujourd'hui plus nécessaire que jamais et même indispensable.

Nous savons bien que les divisions actuelles du mouvement révolutionnaire en courants trotskiste, maoiste, anarchiste et d'autres encore, ainsi que les divisions à l'intérieur de chacun de ces courants ne datent pas d'hier. C'est une plaisanterie aussi vieille que le trotskisme que de constater que là où il y a deux trotskistes il y a aussi plusieurs tendances. L'exemple des camarades maoistes nous confirme encore aujourd'hui que le mal ne frappe pas seulement les trotskistes mais de manière égale tous ceux qui se trouvent à la gauche du P.C.F.

Nos divisions : principal obstacle à notre liaison avec la classe ouvrière

A cela — un camarade l'a rappelé avant moi — il y a bien sûr des raisons objectives. Il y a surtout une cause fondamentale : le manque de liaison des groupes révolutionnaires avec la classe ouvrière, l'absence de racines sociales profondes de ces groupes.

De ce point de vue pourtant, mai 68 a changé quelque chose. Non pas que depuis six mois les groupes révolutionnaires soient beaucoup plus implantés dans la classe ouvrière. Ils le sont davantage qu'avant, du moins pour certains d'entre eux. Mais pas dans une proportion telle qu'elle amène un changement qualitatif. En fait mai nous a surtout apporté des possibilités. Il s'agit de ne pas les gâcher.

C'est pour cela que l'unité est nécessaire. Aujourd'hui un mouvement révolutionnaire regroupant les différentes tendances, trotskistes, maoistes, anarchistes, aurait un impact suffisant, à la fois par l'addition du nombre de ses militants et surtout par le fait politique nouveau qu'il constituerait, pour avoir toutes les chances, avec un travail sérieux, de s'implanter rapidement et solidement dans les entreprises et les quartiers ouvriers. Aucun des groupes existant ne peut sérieusement prétendre avoir à lui seul une telle possibilité.

Nous ne pouvons donc nous contenter de constater que nos divergences sont bien réelles et qu'elles ont des causes objectives. A l'heure actuelle c'est notre division qui est devenue à son tour la cause essentielle qui empêche les révolutionnaires de se lier à la classe ouvrière. Il nous faut la surmonter.

Mai a montré qu'il existait un courant révolutionnaire bien vivant dans le pays. Grâce à la révolte étudiante, au travail accompli à l'université par certains groupes révolutionnaires et à l'influence qu'ils y ont acquise, grâce aussi aux tentatives des étudiants révolutionnaires pour aller vers les usines, et au travail de quelques militants dans ces usines, grâce enfin aux bons soins de l'*Humanité* et de M. Marcellin — car bureaucrates et bourgeois ont grossi le danger et l'importance « gauchiste » à la mesure de leur peur — personne n'ignore plus en France qu'il existe des « gauchistes », autrement dit des révolutionnaires. Et en particulier mais c'est ce qui est le plus important — plus un travailleur ne l'ignore.

Cela ne signifie pas que la classe ouvrière tout entière connaît et comprend les idées révolutionnaires et, encore moins, qu'elle les approuve. Cela signifie seulement que le courant révolutionnaire est de plus en plus considéré par elle comme un courant politique à l'intérieur du mouvement ouvrier à l'égal d'autres courants staliniste ou réformistes. Les travailleurs attendent de lui qu'il s'affirme, dise ce qu'il veut faire et prouve ce qu'il peut faire.

Et, surtout, un certain nombre d'ouvriers, particulièrement des jeunes, pas la majorité de la classe ouvrière bien sûr, mais des milliers tout de même, regardent avec espoir vers les « gauchistes ». En mai et juin, ils ont pris conscience des possibilités de la classe ouvrière, des possibilités de la révolution sociale. Ils ont pris conscience aussi de la trahison des appareils bureaucratiques traditionnels, syndicaux ou politiques. C'est vers les révolutionnaires que maintenant ils se tournent. Ou plutôt ce sera vers les révolutionnaires qu'ils se tourneront si les révolutionnaires sont capables de leur offrir une perspective sérieuse.

Et une perspective sérieuse c'est une extrême-gauche qui compte numériquement et politiquement. C'est aussi une attitude cohérente des gens qui la composent.

Les travailleurs ne croient pas en l'efficacité d'un groupe restreint même s'ils en approuvent les idées. Les militants ouvriers, ceux qui forment la base des syndicats et surtout la base du parti communiste encore moins. Nous ne pourrons les gagner — et il est nécessaire de les gagner — qu'en opposant aux forces des appareils bureaucratiques une autre force. Cette force nous ne la constituons que par notre union.

Et puis, pour convaincre les travailleurs des idées révolutionnaires il faut — c'est bien le minimum — que les révolutionnaires apparaissent comme sérieux. Le spectacle de nos divisions fait exactement l'effet inverse.

On nous dit qu'il n'est pas sérieux d'effacer ce qui nous divise pour ne retenir que ce qui nous unit. Ce serait vrai si c'était véritablement ce que nous proposions.

Mais il n'est pas plus sérieux d'effacer ce qui nous unit pour ne retenir que ce qui nous divise. Et c'est bien dans la pratique ce que nous ferions si nous étions incapables de la moindre action commune.

Comment veut-on que les travailleurs aient confiance dans une extrême-gauche qui se réclame des mêmes principes, la lutte de classe révolutionnaire, qui proclame le même but, le socialisme, qui a les mêmes ennemis, la bourgeoisie, ses hommes politiques, sa police et les bureaucraties ouvrières, mais qui dans la pratique quotidienne semble surtout préoccupée de cultiver ses différends ?

Comment veut-on que le travailleur qui doit mener la lutte contre le patron qui l'exploite et le bonze syndical qui entrave son combat comprenne que l'ennemi principal des militants révolutionnaires qu'il rencontre soit, au choix des tendances, le trotskiste, l'anarchiste ou le maoiste quand ce n'est pas le pabliste ou le liuchaochiste déguisé ? Ou plutôt si : le travailleur comprend. Il comprend que le soi-disant révolutionnaire qui tient ce langage est un rigolo.

Les bases possibles de l'unité

Certes nous savons que les divergences qui opposent entre eux les révolutionnaires sont profondes et concernent pratiquement toutes les questions théoriques politiques ou organisationnelles. Nous savons qu'il n'est pas question dans l'immédiat de les supprimer ni même de les réduire sensiblement. Chacune des tendance — et les militants de *Lutte Ouvrière* tout les premiers — tient farouchement à ses idées. Il ne peut pas en être autrement puisque ses idées sont sa raison d'être en tant que tendance.

Toutes les tendances révolutionnaires n'ont en commun que leur volonté révolutionnaire, la volonté de détruire l'ordre capitaliste, et leurs ennemis, la bourgeoisie, ses valets gaullistes ou autres, sa police et les bureaucraties ouvrières, particulièrement la bureaucratie stalinienne, que d'aucuns préféreront appeler révisionniste.

Notre programme commun c'est cela. C'est déjà énorme. Mais c'est aussi bien vague — nous en sommes convaincus — trop vague pour constituer un véritable programme de parti.

Mais s'il n'y a pas de programme commun possible il y a une action commune possible. Nous l'avons bien vu en mai lorsque toutes les tendances se sont retrouvées unies dans les mêmes actions, même si c'était plus par la force des choses que par la volonté de ceux qui les composent.

Aujourd'hui encore, malgré nos divergences, l'action commune est possible. Nos analyses ne concordent toujours pas ni dans les grandes lignes ni dans les détails sur la plupart des sujets. C'est vrai. Mais cela n'empêche nullement toute action unitaire.

Prenons l'exemple de la Tchécoslovaquie. Sur la nature de l'Etat, sur la ligne Dubcek, ses causes et ses conséquences, les tendances révolutionnaires ont porté des jugements bien différents et même contradictoires. Nous le savons bien nous qui sommes des rares de toute la gauche communiste à estimer que les Etats des démocraties populaires n'ont jamais rien eu ni d'ouvrier ni de socialiste.

Et pourtant, malgré ces divergences une action commune était possible. Une action commune est possible. Car les révolutionnaires se sont retrouvés d'accord pour condamner l'intervention russe et affirmer leur soutien au peuple et à la classe ouvrière tchécoslovaque. Sur ce terrain, et ce n'est qu'un exemple, il était possible d'organiser des actions communes, meetings ou manifestations de solidarité, qui auraient regroupé l'extrême-gauche.

Nous ne l'avons pas fait parce qu'il nous manque la préoccupation et la volonté réelles de faire ensemble tout ce qu'il est possible de faire. Nous ne l'avons pas fait parce que nous n'avions pas les liens organisationnels qui nous amèneraient automatiquement à l'action commune chaque fois qu'elle est possible.

C'est pour pallier cela que nous pensons nécessaire — et que nous avons proposé — le regroupement de tous les révolutionnaires, dans une organisation commune, dans un parti commun.

Cette organisation, à l'heure actuelle, ne peut être qu'une sorte de front, dans lequel chacune des tendances conserve sa pleine liberté d'expression, d'organisation et d'action sur tous les problèmes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de cette organisation.

Mais il nous faut une organisation commune pour rechercher systématiquement et mettre sur pied toutes les actions unitaires possibles, dans les entreprises, dans les communes et les quartiers ouvriers, dans les syndicats, sur tous les terrains de la lutte de classe.

Nous avons proposé l'édition d'une presse commune. Tous les militants, tous les travailleurs révolutionnaires de ce pays ont besoin d'un hebdomadaire d'information, de liaison et de discussion, qui soit en même temps le lien tangible de la volonté de lutte commune des révolutionnaires, et dans lequel d'ailleurs, chacune des tendance participantes pourrait exprimer ses points de vue particuliers.

Nous avons proposé la tenue régulière de meetings comme celui de ce soir, à Paris et en province, sur tous les sujets intéressant le mouvements révolutionnaire.

Aujourd'hui seuls les représentants de *Rouge* et de *Lutte Ouvrière* sont présents à cette tribune. Cette réunion n'est qu'un premier pas mais c'est un premier pas important, irréversible.

Si ce soir une telle réunion est possible, si, malgré les divergences qui les séparent — et chacun sait qu'elles sont nombreuses et profondes — *Rouge* et *Lutte Ouvrière* peuvent tenir ensemble ce meeting sans rien renier de leurs idées, c'est que d'autres réunions semblables sont possibles à l'avenir, c'est que l'unité sur les bases proposées est possible.

Et si elle est possible d'autres tendances nous rejoindront, devront nous rejoindre. Rester à l'écart ce serait par sectarisme tourner le dos aux intérêts du mouvement révolutionnaire. Les militants révolutionnaires ne le permettront pas.

Aujourd'hui : pas de parti Bolchevik mais un parti Révolutionnaire

Certes ce regroupement des révolutionnaires — quel que soit son nom, parti, front, mouvement, qu'importe — mais sans véritable programme ni discipline obligatoire dans l'action, n'est pas le parti de type léniniste que nous estimons nécessaire pour mener à bien la révolution sociale.

Et sans doute est-il tout aussi éloigné des autres conceptions du parti révolutionnaire, que d'autres camarades peuvent défendre aujourd'hui.

Ce regroupement c'est pourtant la voie nécessaire, imposée par les circonstances par laquelle passe aujourd'hui les intérêts du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Il n'y aura de parti révolutionnaire véritable — qu'il soit de modèle bolchevik ou de n'importe quel autre — que lié profondément à la classe ouvrière, reconnu par elle comme son parti et regroupant réellement l'avant-garde révolutionnaire.

Nous ne pouvons pas ensemble constituer aujourd'hui un véritable parti mais nous pouvons en jeter les bases.

Pour qu'il existe un parti révolutionnaire il faut qu'il existe aussi des milliers d'ouvriers révolutionnaires qui en constituent le noyau essentiel. C'est par eux que le parti peut participer réellement à la lutte de classe. Ces milliers de travailleurs, seule l'unité des révolutionnaires peut permettre aujourd'hui de les trouver et de les regrouper.

Pour qu'il existe un parti révolutionnaire il faut que ce parti soit reconnu comme le sien par une grande partie, sinon toute la classe ouvrière. Il ne suffit pas de se proclamer l'avant-garde, encore faut-il convaincre qu'on l'est réellement. Seule l'unité des révolutionnaires peut leur permettre une intervention efficace dans la lutte de classe. Seule elle peut donc faire cette démonstration.

Pour qu'il existe un parti révolutionnaire il faut qu'il regroupe dans ses rangs sinon la totalité, du moins la grande majorité de l'avant-garde, c'est-à-dire des militants révolutionnaires. Cela suppose donc que cette avant-garde, si divisée à l'heure actuelle, arrive à dégager une conception d'organisation, une pratique politique et un programme communs.

Seule l'unité d'action qui permettra de vérifier et confronter par l'expérience les différentes conceptions et les différents programmes actuels peut nous permettre d'y parvenir.

Car ce n'est pas par la seule discussion que nous parviendrons à nous mettre d'accord sur une base et un programme, même minima.

Oui, un débat sérieux est certainement nécessaire entre les révolutionnaires. Nous ne sommes pas des staliniens. Le monolithisme des idées à l'intérieur du mouvement révolutionnaire est une duperie et un non-sens. Les discussions politiques et idéologiques ne peuvent nous faire peur car elles nous sont nécessaires.

Mais nous ne pouvons pas faire de la discussion de nos divergences et surtout d'un accord global, le préalable de l'action commune. C'est l'action unitaire au contraire qui permettra seule un débat sérieux — et un débat qui ne l'est pas ne nous intéresse pas — et qui permettra à la longue de dégager un accord.

Dans un mouvement uni des révolutionnaires chacun pourra défendre ses idées, ses conceptions et proposer les actions qu'il juge nécessaires. Et personne ne pourra alors se défiler. Chaque tendance à chaque action proposée devra dire si elle est d'accord ou non et pourquoi. Et le dire publiquement devant l'ensemble des militants révolutionnaires.

Il ne sera plus possible — ou bien plus difficile en tout cas — de refuser telle action sous le faux prétexte qu'on ne s'est pas mis d'accord, a priori, sur un programme d'ensemble. Il sera aussi plus difficile de proposer des actions qui n'en sont pas et n'ont d'autre but que de mobiliser ses propres militants afin de cultiver son particularisme de groupuscule.

Camarades,

IL FAUT NOUS UNIR !

Il faut nous unir pour que les espoirs suscités par mai 68 ne soient pas vains, pour qu'existe enfin une organisation révolutionnaire conséquente dans ce pays, celle qu'attendent bon nombre de jeunes et de travailleurs.

Il faut nous unir sur des bases réduites peut-être mais claires. Le front commun que nous proposons ne masque pas les divergences.

Il faut nous unir dans l'action. Car c'est la seule voie pour nous donner un jour et le programme et l'organisation dont les militants révolutionnaires ont besoin pour remplir leur tâche : renverser la société capitaliste.

● A l'UNELEC (Vierzon)

GRÈVE DES ÉQUIPES

A l'UNELEC, la rentrée après les grèves de mai-juin avait été difficile (quelques délégués avaient d'ailleurs perdu ce qui leur restait de prestige en ouvrant les portes de l'usine) et malgré une certaine déception, la combativité était intacte.

Voici quelques temps, l'atelier d'électricité avait déjà débrayé, mais les délégués avaient étouffé l'affaire en parlant de la suppression de la prime, du préavis qui n'avait pas été donné...
Or notre cher patron trouve des arguments pour ne pas faire bénéficier les équipes de la réduction d'une demi-heure par semaine, prétextant qu'elles ne font pas 44 h et demie par semaine. Ce serait exact, si l'on oubliait de compter la demi-heure de casse-croûte (pause obligatoire pour les équipes et... payée d'ailleurs, comme le prévoit la loi).

Inutile de dire que la réaction a été à la hauteur de l'hypocrisie de la direction : les 80 ouvriers des équipes débrayaient le jeudi 16 janvier — sans préavis, n'en déplaise aux « légalistes » — et votaient la grève illimitée. Certains voulaient même mettre toute la boîte en bagarre et fermer les portes. Les revendications portaient principalement sur la demi-heure due et sur l'intégration du temps du casse-croûte dans le temps de travail.

Les délégués, invisibles jusqu'ici vont se manifester pour démontrer l'inopportunité de la grève et donner leur point de vue qui est défavorable, comme par hasard. Devant la résolution des équipes, il faudra finalement faire quelque chose. Après de longues discussions, on décide donc une grève de solidarité de toute l'usine pour le mercredi 23 janvier après-midi.

Mais personne n'a vu un tract, voire même **un mot** sur le tableau d'affichage à propos de la grève. Malgré les efforts de quelques jeunes des équipes, il n'y a pas eu non plus d'assemblée d'information.

Le patron, lui, n'a pas perdu son temps : mise en chômage de 17 ouvrières dans un atelier qui dépendait des équipes, envoi de pièces en sous-traitance, menace de fermer la boîte, de la faire transporter ailleurs (les délégués se font d'ailleurs les commentateurs zélés de ces manœuvres qui tendent à démobiliser et à diviser le mouvement).

Finalement, au soulagement des syndicats et du patron, les équipes reprennent le lundi 27 après avoir, comme dit un journal local, « persisté » dans la grève (comme on persiste dans l'erreur !) pendant plus d'une semaine. La direction n'a pas cédé mais elle a compris que les ouvriers n'étaient pas des moutons et malgré certains découragements, le climat est toujours à l'offensive.

● A HISPANO-SUIZA

LA C.G.T. ATTAQUE LES « GAUCHISTES »

CHEZ Hispano-Suiza, depuis la grève de mai, les gauchistes se sont renforcés, et les staliniens ont enregistré aux élections des délégués une légère mais nette perte d'influence.
Les élections au C.E. par contre confirmèrent les élus C.G.T. et ce fut suffisant pour que, se sentant pousser des ailes, la centrale syndicale se livre à l'offensive anti-gauchiste longtemps différée.

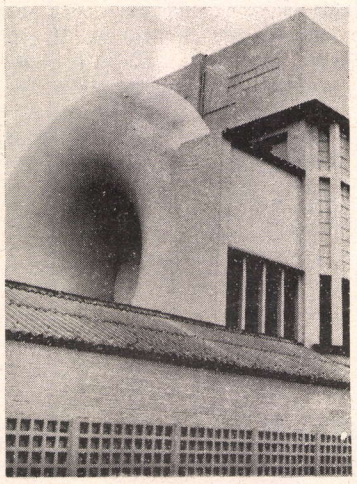
Un tract intitulé « Un beau succès » se terminait par des menaces et annonçait qu'il serait désormais impossible à certains de se parer de l'étiquette C.G.T. pour faire un travail de sape à l'intérieur de ce syndicat.

La section P.S.U. d'Hispano qui regroupe nombre de militants gauchistes, mit laborieusement sur pieds un tract de réponse, confus mais ferme, affirmant que « la circulaire envoyée par Léon Mauvais ne sera pas appliquée chez Hispano ».

Mais par on ne sait quelle aberration, ce tract ne fut pas diffusé publiquement et seuls quelques initiés purent le lire. En fait, il s'agissait bel et bien d'une « dégonflade », attitude d'autant plus choquante que ce furent souvent les gauchistes eux-mêmes qui refusèrent de diffuser le tract qu'ils estimaient mal fait.

En tout cas, la voie était désormais libre pour la C.G.T. et le 23 janvier un deuxième tract, plus virulent, était distribué aux horaires. Il émanait officiellement de la cinquième section syndicale (le montage) de l'entreprise sous le titre « Plus d'équivoque » !

Ce tract dénonçait nommément trois camarades et encore une fois la feuille gauchiste « Continuons le combat ». La 5e section syndicale reprochait à ces trois camarades de participer à la rédaction de ladite feuille ou tout au moins d'en fournir les informations. Le texte aurait été soumis, d'après les dires de la C.G.T., aux ouvriers de la 5e section qui l'auraient ratifié par 105 travailleurs sur 116. Mais il est intéressant de savoir que le secteur formant la 5e section syndicale est un secteur tout à fait différent de ceux dans lesquels les camarades incriminés travaillent. De ce fait, les travailleurs de la 5e section ne peuvent que très mal les connaître ! La C.G.T. ne recule devant aucune méthode pour bluffer.



La soufflerie à Hispano-Suiza

A la lecture de ce tract, beaucoup de travailleurs, horaires et mensuels, se sont indignés devant une pareille bassesse et ont souvent considéré ce geste de la C.G.T. comme un geste de flic, d'« indic » de la direction.

Il ne fait de doute pour personne que les dirigeants de la C.G.T. en mal de stalinisme ne vont pas s'arrêter en si bon chemin et qu'ils ne se gêneront pas pour « donner » les noms de tous les indisciplinés qui ne voudront pas s'incliner devant la trahison des dirigeants de la C.G.T. et qui se verront ainsi désignés à la vindicte patronale dès que l'occasion se présentera.

Il est à souhaiter que les « gauchistes » de différentes tendances et tous les travailleurs décidés à ne pas laisser prendre par la C.G.T. l'habitude de tels agissements sauront s'unir et avertir tout le personnel que quelques individus, prétendument majoritaires, essayent d'appliquer chez Hispano des méthodes de dénonciation publique, dignes de la plus belle époque stalinienne.

C'est dans ce sens d'ailleurs que « Continuons le combat » a répondu lundi 26 janvier à cette nouvelle attaque.

● A la C.I.I.

LE projet de création d'un aérodrome d'affaires à Cherbourg, aux portes mêmes de la C.I.I., a provoqué chez les syndicats de l'usine la nécessité de réagir. Mais comment ? Pour l'instant la seule réaction a été la ponte d'une motion, déposée par le comité d'entreprise.

Cette motion de protestation n'aurait fait que s'ajouter aux interventions, motions, pétitions diverses, et n'aurait pas mérité de commentaire si le texte était semblable aux autres ; or le syndicat autonome, suivi par la C.G.T. et la C.F.D.T. du C.E., a protesté, de l'effet néfaste que produirait le bruit de l'aérodrome, non pas sur le personnel, mais... sur le fonctionnement de l'entreprise, sur le matériel ; cette intention louable est allée droit au cœur de la direction, membre du C.E. ; celle-ci a promis de faire étudier ce problème par ses services.

Les syndicats défendent leur position en déclarant que seul cet argument technique de la C.I.I. serait capable de faire annuler le projet d'aérodrome par les pouvoirs publics. Seulement, sous prétexte d'être efficaces, les syndicats donnent aux travailleurs un bel exemple de leur conception de la défense de leurs intérêts.

En même temps, par cette justification, les syndicats ne font que donner la preuve du peu de confiance qu'ils ont dans l'action des travailleurs, seule capable dans cette histoire comme dans d'autres, d'interdire aux patrons et aux pouvoirs publics d'installer cet aérodrome « d'affaires ».

A Aubervilliers

Le Comité d'Action Révolutionnaire contre l'austérité

LE dimanche 19 janvier, le marché des 4-Chemins à Aubervilliers connaissait une certaine animation, en effet, le Comité d'action révolutionnaire d'Aubervilliers organisait une manifestation contre la politique d'austérité imposée par le Gouvernement.

Vers 11 h 20, quelques dizaines de militants du C.A.R. arrivaient sur le marché avec des pancartes, et en distribuant un tract expliquant leur présence. La population du quartier commençait à s'attrouper pour voir ce qui allait se passer. Certains membres du P.C.F., quant à eux, tournaient plutôt au blanc et interpelaient des membres du C.A.R. « Mais qu'est-ce qui vous prend ? » « Qu'est-ce que vous trafiquez ? » Quelques minutes plus tard, ils furent fixés.

A 11 h 30, on se regroupa pour commencer la manifestation. Et c'est à une cinquantaine, regroupée derrière un drapeau rouge et une banderolle, qui proclamait « Non à l'austérité, les travailleurs ne paieront pas », que la manifestation démarra. Il y avait là présents des représentants du C.A.L. du lycée d'Etat d'Aubervilliers, du C.A.L. du lycée de Drancy, mais aussi et surtout une majorité de travailleurs de la région. Il y eut même quelques ménagères qui s'adjoignirent un temps au cortège.

Les pancartes proclamaient « Echelle mobile oui - austérité non », « Lycéens, travailleurs, continuons le combat », « Austérité pour les travailleurs, prospérité pour les exploiteurs », « Halte aux profits, à l'austérité, à la répression ». Le cortège n'était pas compact mais très étalé, nous défilions sur des rangs au maximum de trois pour ne pas se mettre à dos les automobilistes, et éviter tant que faire se peut une intervention trop rapide de la police.

La population très nombreuse dans ce quartier populaire s'attroupait sur les trottoirs pour voir passer ce cortège inhabituel, il n'y eut aucune réflexion hostile mais au contraire des témoignages de sympathie, on courait après nos diffuseurs pour pouvoir lire notre tract.

Les slogans reprenaient en gros le texte des banderolles : « A bas l'austérité ! », « Echelle mobile oui, austérité non ». L'ambiance était animée et l'on nous entendait de loin. Au terme de la manifestation ayant fait le tour du marché et revenus aux 4-Chemins, nous trouvâmes un car de flics, mais ces derniers étaient visiblement peu pressés de descendre de leur car (six contre cinquante !), alors que nous étions en train de plier banderolles et drapeaux, le brigadier-chef vint nous demander le responsable, n'en trouvant pas, il déclara : « Allez, ne faites pas d'histoire, et dispersez-vous gentiment. » C'est à ce moment que l'Internationale fut entamée par tous devant le pauvre brigadier qui avait l'air tout penaud. Dix minutes après, arrivait un grand car bourré de C.R.S. en tenue. Mais c'était trop tard. Peut-être n'étaient-ils venus que pour rappeler à la population qu'ils n'étaient jamais bien loin.

Il est quand même significatif de signaler un petit incident qui se produisuit le dimanche suivant. Une dizaine de flics patrouillaient, craignaient-ils la récidive ? Mais, voyant coexister les J.C. qui distribuaient un tract et les vendeurs de la presse révolutionnaire très pacifiquement sur le marché, ils se défoulèrent sur ceux qui ne traversaient pas dans les clous, tant et si bien que cela finit par provoquer un attroupement de plus de cent personnes au moment où ces messieurs voulurent verbaliser une ménagère. Finalement ceux-ci s'éclipsèrent le bâton entre les jambes en s'excusant. Bref, on ne les revit plus.

En tous les cas le C.A.R. d'Aubervilliers a gagné droit de cité dans la région, plusieurs membres de la J.C. sont venus nous dire qu'ils regrettaient bien que le Parti n'en fisse pas autant Et puis surtout comme le disait le tract distribué pendant la manifestation : Ce que nous avons crié tout haut à quelques dizaines nous savons que des milliers de travailleurs le pensent tous bas !.

● ROUSSEL-UCLAF

décentralise ses fabrications à VERTOLAYE (P.d.D.) et à NEUVILLE-S-SAONE

DEPUIS plus d'un an déjà, le problème du reclassement d'une partie du personnel des fabrications se pose chez Roussel-Uclaf à Romainville. La moitié de celle-ci doit partir pour les usines de province et les ateliers auront disparu d'ici quelques mois.

Les multiples questions posées par le personnel qui voudrait connaître le nombre de personnes qui doivent être reclassées, la façon dont la direction a prévu leur reclassement, n'ont reçu que des réponses fort vagues.

En fait il serait question de diminuer le chiffre du personnel employé à Uclaf de 300 unités.

La direction a procédé en douceur, ce qui, pour elle, lui évitait une situation qui aurait pu être sinon explosive, du moins tendue. Elle a donc utilisé différents moyens pour diminuer le nombre des salariés à licencier officiellement :

— D'une part elle ne remplace plus les ouvriers qui partent (retraites, démissions, licenciements) que par du personnel temporaire ;

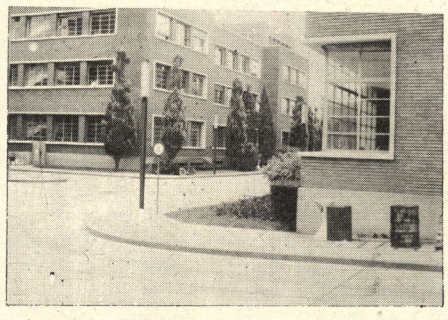
— D'autre part elle en mute un certain nombre à l'intérieur de l'usine.

De plus, on assiste depuis quelque temps, à des « démissions » de chefs d'équipes et agents de maîtrise ayant souvent plus de vingt ans d'ancienneté dans la maison. Mais ces démissions c'est la direction qui les suscite. Un véritable marché a lieu entre la direction Roussel et un ancien ingénieur de la maison qui a donné sa démission il y a quelques mois et occupe un poste de directeur dans une autre entreprise. Ce dernier connaissant parfaitement les « bons » éléments de Roussel, choisit, parmi le personnel à reclasser, ceux qui lui paraissent le mieux lui convenir. Il demande alors à la direction Roussel de lui envoyer ledit salarié. Ce dernier est alors convoqué chez le chef du personnel qui lui propose, moyennant sa lettre de démission, non seulement un nouvel emploi, parfois mieux rémunéré, mais encore de lui payer son préavis qu'il n'effectuera pas et le pourcentage qui lui serait dû pour son ancienneté s'il était licencié.

Ces propositions paraissent à pas mal d'ouvriers avantageuses, mais en réalité c'est surtout à des agents de maîtrise et ingénieurs qu'elles sont faites, les ouvriers pour l'instant sont mutés à droite et à gauche en attendant un licenciement toujours possible.

Grâce à cette tactique peut-être ne restera-t-il plus personne à licencier ou de toutes façons, seul un petit carré qui ne pourra pas opposer grande résistance, étant donné son petit nombre et pour lequel il n'y aura pas trop de tracasseries administratives avec l'inspecteur du travail.

La décentralisation sera ainsi faite en douceur. Roussel sera content et le Gouvernement aussi car ses statistiques sur le chômage ne seront pas gonflées d'autant, surtout dans le cas de l'employé « démissionnaire », qu'il retrouve ou non du travail.



La participation chez ROUSSEL-UCLAF

AU comité central d'entreprise du 3 décembre dernier, la majorité des délégués présents décidaient de mettre en place une « commission de participation aux fruits de l'expansion ». Cette commission devrait être composée du secrétaire du comité central d'entreprise, des secrétaires des comités d'établissement, d'un membre désigné par chaque organisation syndicale.

Mais chez Roussel, ni la C.G.T. ni la C.G.T.-F.O. ne veulent participer à cette commission car elles estiment que cette participation n'est qu'un grotesque leurre, ne serait-ce que parce que les fameux 1 % des bénéfices sont bloqués par la direction pendant 5 ans et qu'elle en dispose comme elle veut. Et sans compter qu'il n'y a aucun contrôle sur la production et les livres de compte. La situation sera ainsi beaucoup plus nette.

● A l'usine JOB de Toulouse

Les travailleurs appliquent eux-mêmes les réductions d'horaires !

L'USINE Job de Toulouse a connu ces temps derniers un regain d'agitation. Lors de la grève de mai, cette entreprise s'était montrée particulièrement combative puisqu'elle avait été l'une des dernières à reprendre.

C'est à propos de la réduction d'horaire prévue par les accords du Papier-Carton de juin que l'agitation a commencé. Cet accord prévoit une demi-heure de réduction pour la normale et une heure pour les équipes (sur la base de 48 heures). Cette réduction, la direction Job prévoyait de ne la payer qu'à 85 %.

Alors que la discussion se poursuivait avec le syndicat C.G.T. sur les modalités d'application de l'accord, les travailleurs de l'équipe de nuit, jugeant que les choses traînaient, décidèrent d'appliquer eux-mêmes la réduction qu'ils estimaient leur être due et sortirent deux heures avant. L'équipe du matin se mettait aussitôt en grève à son tour puis la normale suivait.

Il y eut une réunion du personnel sur le lieu de travail où les délégués C.G.T. procédèrent à une consultation des travailleurs sur les modalités d'application de la réduction d'horaire.

Le système finalement adopté par les équipes sera deux semaines de 48 heures suivies d'une semaine de 45 heures. On demande en même temps le paiement des heures à 100 %. Au cas où la direction ne donnerait pas satisfaction dans les plus brefs délais, les travailleurs s'engagent à appliquer eux-mêmes la réduction, c'est-à-dire à prendre les heures qui leur sont dues à n'importe quel moment de la journée. Il faut dire qu'à la fabrication de la pâte à papier, le départ d'un seul ouvrier arrête le travail pour les autres.

La direction promet de résoudre le problème le plus rapidement possible : elle s'abrite derrière la maison parisienne pour se donner un répit. On décide alors d'attendre. Le travail est repris dans l'après-midi.

Quelques jours après, un travailleur qui demandait un bon de sortie se l'est vu refuser par un chef. Il est sorti malgré l'interdiction. Le chef du personnel demande alors au gardien de ne pas le laisser entrer le lendemain à l'usine.

Le lendemain, à 4 heures du matin, l'ouvrier en question se heurte donc au gardien. Il proteste et demande à voir les délégués C.G.T. Ceux-ci décident aussitôt de téléphoner au directeur qu'ils réveillent en sursaut et à qui ils annoncent que l'usine s'arrête si le travailleur n'est pas réintégré. Le directeur tout essouflé arrive : l'ouvrier prend son poste. En effet, on décide d'attendre l'arrivée à 8 heures du chef du personnel qui a pris la sanction. Quand celui-ci arrive, rien ne se passe. La sanction n'est pas appliquée.

C'est le même chef du personnel qui fait le lendemain circuler une note déclarant que toute sortie sans autorisation équivaut à une rupture du contrat de travail. Il a bonne mine, alors qu'il vient de faire réintégrer l'ouvrier de la veille.

Peu de travailleurs se sont laissés impressionner par cette manœuvre grossière. L'expérience fraîche de la veille leur montre comment il faudrait répondre si jamais cette menace était mise en application.

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

● La situation chez LEMPEREUR

(couture en gros - Paris)

Lempereur, P.D.G. d'une maison de couture, est en difficulté. Pour remédier à cela, il a décidé de payer sa main-d'œuvre moins cher et de faire faire ses robes en province (à Bessuires). Il lui faut donc licencier des employés. Il s'attèle à cette tâche depuis quelques mois et c'est particulièrement les ouvrières à domicile qui sont touchées.

Les ouvrières à domicile étaient déjà honteusement exploitées. Une robe vendue 450 à 500 F et qu'une ouvrière à domicile fait entièrement, lui est payée 35 à 40 F. Le patron (malgré les fournitures, le tissu et le transport), réalise donc un bénéfice considérable sur une robe. Mais il ne gagne pas encore assez : il lui faut des ouvrières meilleur marché ; il se débarrasse de celles qu'il a. Mais s'il licencie une ouvrière à domicile, il faut qu'il verse à cette dernière deux mois de son salaire. Il s'arrange donc pour que ces ouvrières qui ne peuvent se défendre du fait de leur isolement (elles ne se connaissent que par groupe de 10 ou 15 alors qu'elles sont en tout 150 environ) renoncent elles-mêmes à leur travail. C'est à l'aide de ses flics (chefs de manutention, de service, d'atelier) qu'il les menace sans cesse de ne plus leur donner de travail si elles n'augmentent pas leur rendement, si elles n'acceptent pas de refaire le travail mal fait (selon l'avis des « gardes-chiourme ») à l'atelier alors qu'elles sont ouvrières à domicile.

Ces ouvrières sont en majorité des femmes âgées qui ne peuvent augmenter la cadence, ni se passer de travailler. Lempereur semble avoir réussi à éliminer une bonne partie de ces ouvrières à domicile sans en licencier une seule. Il garde précieusement celles qui restent, puisqu'elles forment une « élite » quant au rendement et à la « complaisance ».

Actuellement, il semble s'attaquer à celles qui l'aidaient à licencier les ouvrières, les chefs de manutention, qui ne trouveront, étant donné leur attitude précédente, pas d'appui parmi les ouvrières de la maison.

Lempereur, comme tous les patrons, n'est pas plus tendre pour ceux qui se conduisent en larbins que pour ses autres exploités.

COURRIER DES LECTEURS

A PROPOS DE L'AUTONOMISME BRETON

Ouessant manifeste contre le projet d'implantation d'un héliport dans l'île. (U.P.I)

Chers Camarades.

... Comme vous, nous considérons que, quelques soient les individus qui y participent, et l'idéologie surfaite dont ils se parent, le F.L.B. du point de vue du projet socialiste, est une organisation terroriste, coupée des masses et ne peut donc avoir, en fin de compte, que des effets catastrophiques pour la minorité nationale dont je suis, et qu'elle prétend défendre. A cela s'ajoute, évidemment, pour certains de ses membres, un passé historique injustifiable et une collusion avec le nationalisme réactionnaire que nous combattons.

Mais il est inexact de dire que la totalité du mouvement breton fut et restera de droite ; cela est vrai pour ce que l'on appelle au sens étroit et précis « le mouvement breton» c'est-à-dire le M.O.B. le parti néo-fasciste Breish comme cela était vrai du P.N.B. et des excroissances actuelles des organisations de notables plus ou moins bien inspirés à la botte de De Gaulle. Mais cela s'avère inexact si l'on considère de nombreux socialistes bretons qui ont tenu depuis le début du siècle à défendre le droit de minorité nationale qui revient à la Bretagne, et pas seulement pour des raisons linguistiques et culturelles, mais également pour des raisons socio-économiques et historiques. Ce fut en particulier le fait des instituteurs du groupe An Falz « la Faucille », et qui continue aujourd'hui ; c'est de même depuis quatre ans l'action menée par l'U.O.B., et en un sens plus radical.

Il fut un temps ou également le P.C.F. reconnaissait à notre minorité nationale, non pas le droit, comme aujourd'hui, d'être aménagé par le pouvoir central d'un état bourgeois, mais plus simplement le droit d'exister comme tel, cela s'inscrivait en 1932 en première page de « L'Humanité ». On sait aujourd'hui les raisons de cet opportunisme.

... En ce qui concerne le problème de « l'Etat breton », inutile de vous préciser que nos conclusions sont identiques aux vôtres. La simple réminiscence de « l'Etat français » nous avertit suffisamment des intentions conscientes ou inconscientes de ceux qui le prônent. A cela s'ajoute naturellement l'inféodation certaine d'un tel « Etat » prétendûment autonome au pouvoir central, et la condamnation de ses dirigeants à n'être que des fantoches. Notons d'ailleurs que le problème ne serait pas intrinsèquement différent en cas de régionalisation, où le pouvoir des notables et le super-préfet feraient office de courroie de transmission.

Mais si telle était la volonté actuelle du peuple breton, quelle serait votre attitude ? Ne serait-ce pas un premier pas vers la radicalisation politique des masses ouvrières et paysannes bretonnes, que de vouloir distendre les liens qui l'enserrent au pouvoir central, même si cela ne peut en aucun cas s'appeler révolution socialiste ? Et ne serait-ce pas une brèche, très momentanée certes, dans l'ordre capitaliste ? N'y a-t-il pas là l'ouverture possible, et dès les mois à venir, d'un front spécifique de lutte anticapitaliste ?

Je pense que vous faites une erreur lorsque vous affirmez que la population bretonne est indifférente aux arrestations des membres du F.L.B. Ce qu'elle considère essentiellement, actuellement, c'est que ces arrestations ont été perpétrées contre des Bretons, et qu'une fois de plus, c'est en temps que minorité nationale qu'elle est atteinte, folklore à touriste et main-d'œuvre de réserve. Or l'essentiel aujourd'hui est d'éviter que les démagogies de tous les notables et du clergé à l'égard du peuple breton, et qui s'affiche dans tous les journaux nationaux ou locaux, ne récupère cette colère et même un peu plus, car on le voit nettement par les courbettes que ces mêmes salauds font au prince pour atténuer sa fureur et se réserver quelques subsides. C'est pourquoi l'essentiel aujourd'hui n'est pas de réprouver les revendications nationales du peuple breton, et elles existent, n'est pas non plus d'attaquer ce même nationalisme à travers le F.L.B. dont l'impact idéologique dans la population est nul, mais bien de soutenir en le radicalisant au maximum, le mouvement populaire qui s'annonce déjà (même si le quadrillage militaire et policier le fait taire pendant le voyage de De Gaulle) et ce mouvement aura lieu, soyez-en sûrs, de même qu'il s'agit de combattre sans relâche la démagogie des notables, dont on sait que l'effet est double quand il s'agit d'une minorité nationale. Tel est pour l'essentiel, le programme que nous, nous nous proposons. Est-ce un programme réactionnaire ?...

... Ceci pourra peut-être vous éclairer sur le fait que nous posons simultanément pour la Bretagne, le problème de l'impérialisme et du capitalisme. En d'autres termes, que la Bretagne soit une colonie, cela ne veut pas dire pour nous qu'il doive y avoir une étape style « révolution nationale » préalable au renversement de la bourgeoisie dans un processus de lutte de classes. Si telle est, à un moment donné, l'aspiration des ouvriers et des paysans, alors nous soutiendrons une telle entreprise, en en montrant les dangers et les limites. Mais que cette étape ne soit pas pertinente pour une raison ou pour une autre en Europe occidentale, cela ne veut pas dire non plus que le mouvement ouvrier fasse l'économie d'authentiques révolutionnaires qui n'entendent pas passer sous silence leur appartenance à une minorité nationale, bien plus, qui entendent défendre cette minorité nationale, c'est-à-dire pour eux, la population laborieuse, ouvriers, paysans, marins. Et pour eux, défendre de cette manière et sur ces bases une minorité nationale, cela veut dire d'abord militer pour une organisation qui soit issue de cette minorité, et non même de la lutte pour l'instauration du socialisme...

Sincères salutations socialistes :

A. L., Bois-Colombes.

Je vous écris à propos de l'article du n° 26 sur l'autonomisme breton. Ce n'est pas pour contester votre analyse qui voit, en gros, le problème dans sa profondeur et dans ses divers aspects. J'ai été notamment agréablement surpris par votre position sur le problème du développement des personnalités culturelles minoritaires. C'est quelque chose qui échappe souvent à des partis de « gauche » tout dévoués à la conception bourgeoise de la France «Etat-Nation».

Mais je voudrais relever quelques jugements qui me semblent rapides :

— Lorsque vous dites que le « mouvement autonomiste breton s'est traditionnellement toujours situé à l'extrême-droite, il serait plus juste de dire qu'on l'a toujours situé à l'extrême-droite et même si son passé a parfois laissé croire à la valeur de cette interprétation, le propre d'un mouvement qui se veut en contact avec le réel est d'évoluer et parfois par bonds. En effet vous dites vous-même qu'« un état breton, en admettant qu'il puisse voir jour, serait incapable, dans le cadre de l'Europe capitaliste actuelle, de remédier au sous-développement de la Bretagne ». Or ce raisonnement pourquoi êtes-vous si sûr que de nombreux Bretons ne l'aient pas fait ; serait-ce un réflexe d'impérialiste français qui a l'habitude d'assimiler Breton et Bécassine ?...

... Pour ce qui est des plasticages, d'abord il ne faut pas assimiler tout l'autonomisme breton au F.L.B., ensuite je ne pense pas que ce soit « le mépris des masses » mais l'urgence de la situation qui ait amené certains militants à les employer. C'est un moyen de sensibiliser les masses dans une situation désespérée qui évolue trop vite pour permettre un long travail de persuasion, de prise de conscience par le dialogue — surtout que ce « terrorisme » n'en a jamais été un, il n'y a jamais eu de victime, c'est là qu'est le mépris des masses quand on essaie de la dominer par la crainte, pas quand on détruit une perception ou un garage de C.R.S.

Cela dit, j'approuve votre entreprise de démystification et c'est pour cela que j'ai tenu à vous faire part de mes réflexions. Continuez.

H. L.

Monsieur,

Il y a quelques jours, un titre : « L'autonomisme breton : pas d'effet sans cause » m'a fait arrêter devant un kiosque à journaux. Cette phrase en sous-titre : «Pour que mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier » m'a décidé à acheter « Lutte Ouvrière » que je ne connaissais pas.

Cette référence à mai 68 me faisait espérer que j'allais y trouver quelques idées neuves. Hélas j'ai dû bien vite déchanter : on y retrouve tous les thèmes éculés, rebâchés depuis des années par tous nos ennemis — j'entends nos ennemis à nous, Bretons — qui vont de l'extrême-gauche à l'extrême-droite en France.

J'aurais voulu espérer que cela ne venait que d'une mauvaise information, mais cet article respire trop le nationalisme français impérialiste — on semble y admettre que la France telle qu'elle est, existe de droit divin et il ne vous vient pas à l'idée que c'est aux Bretons de choisir leur destin et nullement aux Français de le choisir pour eux.

Vous dites que le mouvement autonomiste breton s'est toujours situé à l'extrême-droite : c'est faux, il y a eu aussi des hommes de gauche — moi-même je suis socialiste, mais comment voulez-vous que je puisse m'inscrire au P.C., à la S.F.I.O., ou au P.S.U. qui sont des partis nationalistes français — et impérialistes-colonisateurs ? Les communistes, socialistes et radicaux français ont toujours été de farouches ennemis de l'autonomie bretonne. Et Marx — déjà ! — reprochait aux socialistes français leur chauvinisme. Rappelez-vous seulement les positions au moment de la guerre d'Indochine, de la guerre d'Algérie. Au procès des Guadeloupéens et à propos des revendications des populations sous tutelle française dans le Pacifique, pas un mot. Sont-ils des gens de gauche ? Ces gens qui ne se battent pour l'émancipation de tous les peuples (et pas seulement de ceux qui sont sous tutelle américaine).

Vous dites ensuite « c'est lui qui a fourni les principaux collaborateurs des nazis ». Non, monsieur le mouvement breton a tenté de profiter des circonstances pour libérer le pays, comme les Irlandais pendant la première guerre mondiale — ce que tout le monde admet aujourd'hui comme normal. Et pourtant de quelles injures les Irlandais n'ont-ils pas été couverts par la presse française à l'époque ! Mais voilà : ils ont gagné, eux ! Tout est là. Comme les Algériens. Un vaincu a toujours tort.

Il serait bon aussi de rappeler que Lénine demandait aux socialistes anglais de lutter pour l'émancipation des Irlandais — même non socialistes. Pour lui, l'émancipation de l'homme passe par l'émancipation des peuples !...

... A propos des problèmes économiques, vous dites : « Le nationalisme... est bien incapable de résoudre ces problèmes », croyez-vous donc que nous devions attendre de meilleurs résultats du colonialisme ?

La période la plus faste de l'histoire bretonne se situe à la période de son indépendance. La Bretagne a été plus industrialisée que la France. Il serait trop long de rappeler ici, comment, de Colbert à nos jours, les gouvernements français et le capitalisme français ont démoli les industries bretonnes...

Ici il y a encore une mise au point à faire : lorsqu'on parle d'autonomie ou d'indépendance (beaucoup de gens d'ailleurs font la confusion entre les deux termes), ou s'entend souvent dire — par des personnes qui se croient en avance — «Mais vous voulez donc revenir au Moyen Age, avec des frontières entre les provinces ? » Question qui prouve une totale ignorance des problèmes, car autonomie ne veut nullement dire rétablissement de frontières. Au contraire beaucoup de Bretons sont fédéralistes européens. Et le fédéralisme, et l'autonomie, n'est-ce pas la démocratie ?...

Quand tout dialogue est impossible, quand aucun moyen légal ne peut obtenir, ni espérer obtenir le moindre résultat, il est fatal qu'on en vienne à la violence. Les Algériens ont été obligés de l'employer, les Bretons aussi.

Mais comme vous le dites vous-même : « Les principaux responsables... sont ceux qui ont supprimé tout autre moyen d'expression » — même s'il ne plaît pas aux Pleven, Pondaven et autres profiteurs du système, qu'on le dise.

Pour terminer, j'ose espérer qu'avec vous le dialogue sera possible, et il doit l'être si vous êtes réellement sincère et fidèle à l'esprit de mai 68.

M. G., Rennes.

En tant que socialistes révolutionnaires, et parce que socialistes révolutionnaires, nous reconnaissons à tous les peuples, y compris bien entendu le peuple breton, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Et nous signalons d'ailleurs à notre correspondant, qui nous a découvert par hasard aujourd'hui, que nous reconnaissons ce droit à tous les territoires d'outre-mer (Antilles, Djibouti, Réunion, etc.) sur lesquels pèse la botte du colonialisme français. Nous lui signalons également que s'il se renseigne un peu (lui qui ne nous connaît que depuis quinze jours), il pourrait savoir que si « L.O. » n'existe que depuis six mois et n'a pas eu à prendre de position lors de la guerre d'Algérie ou d'Indochine, le courant politique dont elle est issue, et les rédacteurs, furent toujours de ceux qui militèrent pour ce droit à l'indépendance et contre les guerres et les répressions sanglantes menées par l'impérialisme français. Y compris à une époque où les membres de la S.F.I.O. étaient à la tête du gouvernement... et le P.C.F. se gardait alors bien d'organiser une lutte efficace contre la sale guerre. Nous n'avons donc rien à voir avec cette gauche-là.

Ceci étant posé en principe, nous nous réservons bien entendu le droit de juger et de l'idéologie, et des intentions réelles, et de la politique, et de l'action pratique de tous, y compris de tous les groupes ou partis qui prétendent parler au nom de tel ou tel peuple opprimé, et par conséquent de ceux aujourd'hui qui le font au nom des Bretons. De même que le droit d'essayer d'apprécier ce qui est la volonté réelle des Bretons actuellement. *Réclamer ce droit-là n'a rien à voir, pensons-nous, avec le point de vue du « nationalisme français impérialiste », ni penser que « la France (pas plus que la Bretagne) n'existe de droit divin ».*

Qu'il y ait eu dans le mouvement autonomiste breton, qu'il y ait parmi les membres du F.L.B., des gens qui se croient sincèrement socialistes, nous voulons bien l'admettre. Il n'empêche que par tout ce que nous pouvons en savoir, idéologie, recrutement, programme politique et passé des gens qui le dirigent, il se présente comme un mouvement de droite. Les Bretons qui cherchèrent l'appui des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale ne voulaient que profiter des circonstances pour libérer la Bretagne ? Que pouvait donc signifier la « libération » de la Bretagne occupée par l'armée allemande ? Quel nationaliste pouvait sincèrement voir un allié dans ceux qui écrasaient tous les peuples européens (y compris le peuple allemand) sous la dictature, qui dressaient les camps de concentration, qui massacraient, fusillaient, déportaient tous ceux qui luttaient pour la liberté, y compris des milliers de Bretons ? En politique, le but ne suffit pas pour définir les gens, la manière dont on veut l'atteindre n'est pas moins importante.

Dire aussi que les Bretons devaient avoir le droit à l'indépendance s'ils le désiraient, n'empêche pas non plus de montrer les limites de cette indépendance. Pour les paysans, pour les pêcheurs, pour les ouvriers bretons, l'indépendance nationale ne changerait pratiquement rien. L'exemple irlandais que l'on nous jette à la face est probant à cet égard.

Ce qui pourrait changer quelque chose, c'est que les prolétaires bretons prennent eux-mêmes leur sort en main, qu'ils renversent le pouvoir de la bourgeoisie, qu'ils créent un Etat qui soit le leur et sous leur contrôle. Mais cela, les prolétaires bretons ne peuvent le faire qu'en liaison avec la classe ouvrière tout entière, comme la classe ouvrière française ne peut le faire qu'en liaison avec la classe ouvrière internationale. C'est à notre avis sur cette ligne — organiser ouvriers, marins et paysans, appuyer leurs luttes, leur donner des objectifs révolutionnaires — que doivent se battre les révolutionnaires socialistes bretons.

LE VOYAGE DE DE GAULLE EN BRETAGNE

La première tournée du général avait pourtant été soigneusement étudiée. Pensez donc ! Il s'agissait de montrer que la popularité de de Gaulle était toujours aussi grande auprès de foules provinciales, dont on opposa assez naguère le bon sens et le patriotisme solides à la folie et l'anarchie internationaliste parisienne, et de préparer par-là le référendum que l'on nous annonce pour le printemps.

La Bretagne pouvait, par bien des points de vue, sembler la région idéale. Traditionnellement l'une des plus gaullistes des provinces françaises, elle a encore une fois en juin réélu massivement des députés de la majorité. Région encore très rurale, peu industrialisée et par conséquent sans grande concentration urbaine, elle a été moins touchée que d'autres par l'agitation étudiante et « gauchiste ». La grève générale a été suivie là comme ailleurs, mais elle n'y a pris à aucun endroit — sauf à Nantes et Saint-Nazaire, mais la Bretagne que visite de Gaulle n'est pas celle-là — l'aspect dur et combatif qu'elle a eu à Flins ou à Sochaux par exemple. Enfin c'est elle qui met le plus d'espoir dans la « régionalisation » qui doit être le prétexte du prochain référendum. Autant de raisons donc, pour que la tournée du général soit un succès.

Bien sûr, il y a un certain mécontentement dans toutes les couches de la population. Mais la mélancolie n'est-elle pas générale à la France ? Bien sûr, l'agitation autonomiste avait repris depuis quelques temps et les attentats contre les bâtiments officiels s'étaient multipliés. Mais n'avait-on pas arrêté, depuis un mois, la poignée de trublions et de plastiqueurs du F.L.B. ?

Las pour le chef de l'Etat ! Le mécontentement était plus grand que prévu, et les « gauchistes » plus nombreux, et, si les plastiqueurs sont sous les verrous, il leur reste des sympathisants à l'extérieur. Non seulement la foule ne s'est pas précipitée en masse pour admirer et applaudir de Gaulle, non seulement les organisations de gauche ont boudé les manifestations officielles, mais sur son passage cris hostiles et manifestations n'ont pu être ni couvertes, ni empêchées, malgré le déploiement des forces de police et même de l'armée, malgré le rassemblement du ban et de l'arrière-ban gaulliste convoqué pour faire masse.

Drapeaux rouges et drapeaux noirs, drapeaux bretons aussi, sont réapparus pour la circonstance. Et dans Rennes où reposait le général, toute la nuit des jeunes ont affronté les forces de l'ordre. Jamais, pendant dix ans, de Gaulle n'avait eu, dans une province quelconque, un accueil de ce genre. Mai 68 a décidément changé quelque chose et laissé des traces, que le régime a bien du mal non seulement à effacer mais même à masquer.

Bien sûr cela n'implique pas que le référendum soit un échec. Une propagande bien faite, une question habilement tournée de façon à ce qu'il soit difficile pour quiconque d'y répondre non, et les cartes seront suffisamment embrouillées pour que l'énorme majorité des Bretons, comme des Français, plébiscitent une nouvelle fois de Gaulle.

Et, s'ajoutant aux travailleurs, ouvriers, paysans, artisans, trompés par la propagande gaulliste, la foule des parasites, bourgeois, militaires, flics, curés, bonnes sœurs, qui ont évidemment le droit de vote, même s'ils ne vivent que du travail des autres, permettra sans aucun doute de dégager cette majorité électorale dont a besoin de Gaulle pour légitimer son pouvoir. C'est bien la raison d'ailleurs qui fait que le référendum est une duperie que doit refuser la classe ouvrière.

A défaut de la popularité réelle du général, son voyage en Bretagne aura au moins prouvé une chose. Malgré l'écrasante majorité électorale de juin, la rue n'appartient plus au gaullisme. Il lui faut pour s'y tenir, s'y présenter en uniforme, casque en tête, matraque à la main. Et un petit groupe de jeunes, décidés, l'y tiennent en échec toute une nuit.

Le terrain électoral, un terrain truqué, nous pouvons bien le laisser à de Gaulle. Le nôtre, celui des jeunes, des travailleurs, de tous ceux qui sont décidés à abattre le régime pourri de de Gaulle et de la bourgeoisie, c'est celui des manifestants de Rennes ou de Brest.

DIJON :

La liberté d'expression dans la ville de R. Poujade

SAMEDI 25 dans l'après-midi, des étudiants de l'U.N.E.F. distribuaient des tracts au centre ville, informant la population sur les événements dans les facultés de Paris puisque les journaux et les radios appliquent la consigne du silence et du mensonge.

Mais la police est intervenue pour empêcher la distribution, des diffuseurs ont été arrêtés.

Dans le même temps un jeune qui vendait « Lutte Ouvrière » devant le Prisunic était arrêté ainsi que des passants qui protestaient !

Tout le monde était relâché dans la soirée après « vérification d'identité » au commissariat.

Le lendemain, le journal local « Bourgogne Dimanche » publiait une petite information sans commentaires.

Mais dans la nuit de dimanche à lundi plus d'un millier de petites affiches étaient collées sur les murs de la ville, relatant les arrestations arbitraires du samedi et se terminant ainsi :

« La police s'attaque aujourd'hui aux étudiants, à l'extrême-gauche, si nous laissons faire, qui demain pourra s'exprimer librement ?

» La liberté d'expression est la première des libertés. »

Ce qui est réconfortant c'est que des militants de tout l'éventail politique « gauchiste » ont participé à ce collage.

« Nous avons des ordres...

JEUDI 30, un jeune vient vendre «Lutte Ouvrière» **à la porte de l'usine « Bourgogne Electronique ». La police est déjà là avec un fourgon et deux agents, ils justifient leur présence en collant des P.V. aux voitures qui stationnent en attendant la sortie de l'équipe à 13 h 40. D'ailleurs ils sont là presque tous les jours depuis le début de la semaine, devant la porte ou un peu plus loin à un carrefour.**

En tout cas le journal à peine déployé, les agents intervinrent et réclament au vendeur ses papiers. Ayant présenté sa carte d'identité et son permis de colporteur en règle, le vendeur voulut continuer à vendre, mais ces messieurs de la police insistèrent très fermement pour que la vérification d'identité se fasse dans le fourgon à dix mètres de la porte et cela dura le temps que tout le personnel soit rentré au travail !

Comme le vendeur demandait aux agents pourquoi ils ne voulaient pas lui laisser continuer sa vente puisqu'il était absolument en règle, les sbires répondirent : « Nous avons des ordres »...

l'ordre tel qu'on le maintient

« *L'INFORMATION contre « X » ouverte pour coups et blessures volontaires à la suite de la plainte déposée par le docteur Gilbert May, professeur au collège de médecine, sera instruite par le juge Galmiche.*

Le 24 janvier, lors d'une manifestation au Quartier Latin, le docteur May, du balcon de son appartement, 10, rue Danton, avait interpellé des policiers qui s'acharnaient sur un étudiant inanimé. Le service d'ordre devait alors blesser le médecin et un ami de celui-ci, le docteur Strouzer, en tirant sur eux des grenades lacrymogènes. »

(**France-Soir** des 2-3 février.)

Ajoutons que d'après les déclarations du docteur May, reproduits dans le précédent numéro de **France-Soir,** les policiers s'acharnaient, au risque de le tuer, sur un étudiant à terre. Pour le simple fait de protester, les policiers visèrent le docteur May avec un fusil lance-grenade, à deux reprises, à quelques minutes d'intervalle, aux applaudissements de leurs collègues.

Cela est net. Et pourtant gageons que l'on ne retrouvera pas les unités ou les hommes qui étaient là ce soir-là, et **a fortiori** les crapules qui ont fait cela. Comme pour les morts de Sochaux, comme pour les morts de Charonne.

Et ici, les victimes sont des « notables ». Qu'est devenu l'étudiant que l'on massacrait par terre ? Aura-t-il, lui l'occasion de se plaindre et de désigner ces gardiens de l'ordre qui sont des assassins virtuels au service du régime ?

« LUTTE OUVRIERE »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication :
Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distrubué par les N.M.P.P.
C.P.C. PARIS

ROTO-TECHNIC-OFFSET